Les trois instituteurs de l'Aisne, héros ou victimes de la guerre ? Construction et transformations d'un mythe éducatif (1870-1929)

Were the three primary school teachers heroes or war victims? Construction and transformation of an educational myth (1870-1929)

Die drei Schullehrer des Departement Aisne, Helden oder Opfer des Krieges?

Aufstellung und Umwandlung eines pädagogischen Mythos (1870-1929)

Jean-François Chanet et Guillaume Parisot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/2511>

DOI : 10.4000/histoire-education.2511

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2012

Pagination : 25-65

ISBN : 978-2-84788-404-3

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Jean-François Chanet et Guillaume Parisot, « Les trois instituteurs de l'Aisne, héros ou victimes de la guerre ? Construction et transformations d'un mythe éducatif (1870-1929) », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 135 | 2012, mis en ligne le 01 janvier 2014, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/2511> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.2511>

Les trois instituteurs de l'Aisne, héros ou victimes de la guerre ? Construction et transformations d'un mythe éducatif (1870-1929)

Jean-François CHANET et Guillaume PARISOT

En 2000, l'office de tourisme du pays de Laon a édité une brochure intitulée *Le monument des trois instituteurs de l'Aisne* dans laquelle on trouve l'affirmation suivante (les majuscules ont été conservées) : « Portant toute l'histoire de la III^e République naissante, le Monument de Trois instituteurs, érigé dans la Cour d'Honneur de l'IUFM de Laon, honore leur mémoire ». Plus précisément, ce monument a été érigé dans la cour d'entrée de ce qui était alors l'école normale d'instituteurs de Laon pour honorer la mémoire de trois instituteurs fusillés par les Prussiens, les deux premiers en octobre 1870, le troisième en janvier 1871. Ce monument a lui-même une histoire qui en fait un symbole des relations souvent ambiguës, on le sait, entre patriotisme républicain et nationalisme durant le premier entre-deux-guerres entre la France et l'Allemagne. Il a été inauguré, non au début de la III^e République – époque qui avait connu toutefois les premières initiatives commémoratives –, mais en 1899, soit en pleine affaire Dreyfus. Détruit par les Allemands en 1917, il a été reconstitué après la Grande Guerre et inauguré une seconde fois en 1929.

Nous proposons de revenir sur ces trois personnages assez éloignés des canons traditionnels de l'héroïsme et leur immédiate métamorphose en figures exemplaires de la guerre perdue, avant d'analyser leur place à la fois dans la

mémoire de la guerre de 1870-1871 et dans l'enseignement moral et patriotique transmis par l'école de la III^e République, dont le monument de Laon est un symbole méconnu¹. Par là, nous ne visons pas seulement à enrichir d'un exemple l'histoire de la symbolique politique dont on sait mieux, grâce aux travaux de Maurice Agulhon, que « les capacités d'évolution et de polysémie sont un caractère essentiel »². Si la contribution de l'école à la construction du patriotisme est l'un des thèmes les mieux représentés dans l'historiographie de l'enseignement primaire sous la Troisième République, elle a été le plus souvent étudiée à partir des instructions officielles et de leur traduction dans les manuels scolaires ou dans les exercices modèles des revues pédagogiques³. L'aborder à partir de l'hommage rendu, dans la durée, à trois victimes considérées comme exemplaires de la brutalité des envahisseurs de 1870, c'est – pensons-nous – éclairer d'un jour nouveau l'évolution d'une éducation nationale appuyée sur le souvenir de *l'Année terrible*.

On se souvient de la protestation lancée en 1904 par la veuve de Paul Bert, attristée et inquiète de ce que l'un des manuels jadis les plus diffusés de son époux, *L'instruction civique à l'école*, fût désormais « écarté pour cause de patriotisme »⁴. Sa lettre a été reproduite et commentée par Georges Goyau, qu'on aurait pu croire moins attaché au souvenir de l'ancien pourfendeur des jésuites, dans le second volume de son pamphlet *L'école d'aujourd'hui*⁵. L'anecdote a ensuite circulé de livre en livre, jusque chez des historiens laïcs comme Georges Duveau, sensible, cinquante ans après, à la défaveur qui avait frappé ce type de manuel, non plus du fait de sa condamnation par l'Église, mais de sa « mis[e] à l'index par des instituteurs las d'entendre parler de la Revanche »⁶. C'était faire de cet enseignement de la Revanche une construc-

1 Le présent texte complète et le cas échéant corrige un article antérieur : Jean-François Chanet, « La fabrique des héros. Pédagogie républicaine et culte des grands hommes de Sedan à Vichy », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 65, janvier-mars 2000, p. 20-21.

2 Maurice Agulhon, *Marianne au pouvoir. L'imagerie et la symbolique républicaines de 1880 à 1914*, Paris, Flammarion, 1989, p. 347.

3 Voir notamment : Dominique Maingueneau, *Les livres d'école de la République, 1870-1914 : discours et idéologie*, Paris, Le Sycomore, 1979 ; Suzanne Citron, *Le mythe national. L'histoire de France en question*, Paris, Les Éditions ouvrières/Études et documentation internationales, 1987.

4 M^{me} Paul Bert, « À propos de patriotisme », *Les Annales de la jeunesse laïque*, juin 1904, p. 18 sq.

5 Georges Goyau, *L'école d'aujourd'hui*, 2^e série, Paris, Perrin, 1906, p. 297-304. Au même moment, le député nationaliste du Doubs Georges Grosjean, l'un des fondateurs de la Ligue de la patrie française, mentionne ce même article aussitôt après avoir commenté l'écho donné à l'inauguration du monument des trois instituteurs à Laon en 1899 : Georges Grosjean, *L'école et la patrie, la leçon de l'étranger*, Paris, Perrin, 1906, p. 15-16.

6 Georges Duveau, *Les instituteurs*, Paris, Seuil, 1957, p. 136-137.

tion monolithique, uniforme, qui aurait été mise à mal par l'arrivée dans les écoles d'une nouvelle génération de maîtres, moins sensibles que leurs aînés à la chanson patriotique et d'ailleurs indociles à leur autorité⁷. Or, étudier les hommages rendus aux trois instituteurs de l'Aisne sur plus d'un demi-siècle nous a permis de constater qu'ils n'ont été à aucun moment célébrés avec plus d'éclat que dans la décennie 1890. Temps fort, incontestablement, que l'inauguration du monument de Laon, mais temps fort équivoque, parce que la commémoration est alors le révélateur de tensions où se mêlent la réactivation du souvenir de la guerre et les débats en cours sur l'enseignement primaire. Raison de plus, nous semblait-il, pour tenter de mieux cerner la part spécifique prise par les instituteurs eux-mêmes à la construction du sens et à la mise en scène de ces morts supposées héroïques.

I – Des héros malgré eux

La première remarque qu'inspire le sort commun des trois instituteurs est que, tous trois natifs du département de l'Aisne, ils sont proches aussi par l'âge : cinq années seulement séparent l'aîné du benjamin. Tous sont déjà en poste dans une école communale au moment de l'entrée en guerre. La République honorera donc des instituteurs du temps de Victor Duruy, mais des instituteurs exécutés parce qu'ils ont été assimilés par l'ennemi à des francs-tireurs, ce qui fait d'eux des symboles appropriés à la promotion du patriotisme à la fois défensif et volontaire au nom duquel la guerre a été menée du côté français après le 4 septembre : « les instituteurs soissonnais Debordeaux et Poulette, condamnés à mort par un vainqueur impitoyable pour avoir tenté de défendre leur pays envahi, ont les plus beaux titres à la reconnaissance de la patrie », lit-on ainsi dans une sorte d'almanach patriotique de 1903, *L'Année française. Un héros par jour*⁸. Comment les informations recueillies sur les circonstances de leur mort ont-elles donné naissance à cette version édifiante ?

7 Voir J.-F. Chanet, « Pour la Patrie, par l'École ou par l'Épée ? L'école face au tournant nationaliste », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, n° 19, « Y a-t-il des tournants historiques ? 1905 et le nationalisme », 2001, p. 127-144.

8 Charles Ponsonailhe, *L'Année française. Un héros par jour*, Tours, Alfred Mame, 1903, p. 302.

Jules Debordeaux, le combattant trahi

Né le 16 octobre 1843 à Eppes, à quelques kilomètres de Laon, Jules Debordeaux est instituteur à Pasly, commune de l'arrondissement de Soissons, depuis 1869⁹. C'est en tant que sergent-major de la Garde nationale sédentaire qu'il participe à la tentative de résistance armée qu'opposent quelques habitants des villages de Pasly et Vauxrezis au passage de l'Aisne par les Prussiens. Une cinquantaine de gardes nationaux des deux communes « soutiennent le feu » pendant une partie de la nuit du 8 au 9 octobre 1870, selon l'historien Henri Martin¹⁰, qui fut désigné par la commission de l'Instruction publique pour rapporter, le 12 novembre 1871, au cours de la première session depuis la fin de la guerre, sur la proposition d'ériger un monument en mémoire des trois instituteurs¹¹. Trente ans après les faits, un ancien militaire, le maréchal des logis-chef d'artillerie Vincent, affirme dans un livre de souvenirs que, « sous le commandement de l'instituteur de Pasly », ces gardes nationaux n'ont fait que tirailler « quelque peu au hasard dans la direction des Prussiens » et que « cette expédition n'eut d'autre résultat que d'attirer sur les deux communes de Pasly et de Pommiers des représailles terribles »¹². Les Prussiens, en effet, n'ont aucune peine à traverser la rivière en un autre point et arrivent avant l'aube au village voisin de Pommiers. Ce sont des hommes des 24^e et 64^e régiments de la *Landwehr*, commandés par le colonel brandebourgeois von Krohn. Conformément aux ordres qu'ils ont reçus, ils arrêtent des notables qu'ils somment de livrer les noms des responsables de la résistance, en les menaçant de les emmener et de mettre le feu au village. Trois dénonciateurs fournissent

9 « Monographie communale de Pasly » par l'instituteur Cornille, datée de Pasly, le 5 mai 1884. Archives départementales de l'Aisne [désormais AD Aisne], 13 T 352.

10 Élu conseiller général du canton de Saint-Quentin, sa ville natale, le 8 octobre 1871, puis vice-président du conseil général – tandis que William Waddington était élu pour représenter le canton de Neuilly-Saint-Front puis porté à la présidence de l'assemblée départementale. Pierre Larousse précise qu'élu député à l'Assemblée nationale le 8 février à la fois dans les départements de la Seine et de l'Aisne, Henri Martin « opta pour son pays natal » et alla « s'asseoir sur les bancs de la gauche républicaine », où il vota les préliminaires de paix le 1^{er} mars. En juillet, il fut élu membre de l'Académie des sciences morales et politiques. *Grand Dictionnaire universel du XIX^e siècle*, t. X, 1873, p. 1278-1279. Henri Martin (1810-1883) a été élu sénateur de l'Aisne en 1876 et membre de l'Académie française en 1878.

11 Conseil général du département de l'Aisne, *Session ordinaire de 1871*, séance du 12 novembre, Laon, Édouard Houssaye, 1871, p. 688. L'effectif des gardes nationaux aurait été d'environ soixante-dix selon l'instituteur Cornille et Émile Collet, conservateur du musée de Soissons, qui le suit sur ce point dans son ouvrage sur *Le siège de Soissons et l'occupation allemande dans le Soissonnais*, Soissons, Eug. Ebel Éd., 2^e éd., 1901, p. 328.

12 D. Vincent, *Souvenirs d'un soldat de 1870. Siège de Soissons*, Reims, Typogr. et lithogr. A. Marguin, 1901, p. 137-138.

alors des renseignements. Le lendemain, 10 octobre, Debordeaux et son camarade Courcy sont arrêtés et confrontés aux dénonciateurs, qui confirment leurs premières déclarations. Les deux prisonniers sont fusillés le jour même sur le plateau entre Pasly et Cuffies. Par la suite, le corps de Debordeaux est exhumé pour être transféré au cimetière de son village natal.

Louis Poulette, l'otage exécuté

Âgé de trente ans, il est l'aîné des trois instituteurs. Né le 24 mai 1840 à Saint-Christophe-à-Berry, dans l'arrondissement de Soissons, il est père de deux enfants en bas âge. Il a parfois été présenté comme le second de Debordeaux dans l'action de Pommiers, en raison d'une réunion de partisans à laquelle il aurait participé au lieu-dit la Croix-Blanche, dans la nuit du 8 au 9 octobre¹³. En fait, il y a là au minimum une approximation, d'autant plus compréhensible que les faits qui lui ont été reprochés n'étaient pas clairs. Il semble qu'il ait été accusé avant tout d'avoir détruit la liste des gardes nationaux de Vauxrezis qu'il avait dressée en tant que secrétaire de mairie de la commune. Les Prussiens, arrivés à Vauxrezis le 11 octobre au matin, arrêtent le maire et l'instituteur ainsi qu'une quinzaine de gardes nationaux. Tous sont emmenés au château de Vauxbuin. Poulette y est accusé en outre d'avoir distribué aux gardes nationaux les fusils déposés à la mairie. Un conseil de guerre présidé par le colonel von Krohn le condamne à mort, ainsi que deux gardes nationaux, Josué Létoffé et Jules Dequirez, pour avoir « trempé dans un complot contre la sûreté des soldats allemands »¹⁴. Tous les récits consultés font état d'une vaine demande de grâce de l'abbé Mulet, curé de Pommiers. L'exécution a lieu le lendemain, 11 octobre 1870. Comme celui de Debordeaux, le corps de Poulette est ensuite inhumé dans son village natal.

Jules Leroy, l'innocent condamné

Né le 4 novembre 1845 à Remigny, dans l'arrondissement de Saint-Quentin, Jules Leroy est en poste à Vendières, dans l'arrondissement de Château-Thierry, depuis 1868. Lui aussi est déjà père de deux enfants, un garçon et

13 Émile Richebourg et Louis Collas, *Les grands dévouements. Récits patriotiques (1870-1871)*, Paris, Librairie Dentu, 1898, p. 341. La réunion de la Croix-Blanche est attestée par D. Vincent, *Souvenirs d'un soldat...*, loc. cit., mais non la présence de Poulette.

14 É. Richebourg et L. Collas, *Les grands dévouements...*, op. cit., p. 343.

une fille née le 6 janvier 1871¹⁵. L'action se passe le 11 janvier 1871, donc trois mois après les exécutions précédentes, à soixante kilomètres de Pasy. Des francs-tireurs surprennent un convoi de trois voitures allemandes, les trois conducteurs et deux vivandières, entre Montmirail et Viels-Maisons. Deux acteurs clés, le « capitaine » Lange et le « commandant » Coutrot, ont donné des récits tardifs, avant tout destinés à répondre aux attaques portées contre leur « compagnie des francs-tireurs de la Champagne »¹⁶, formée vers le 15 décembre 1870, notamment par le successeur de Leroy, Denisot, pour qui « cette association illicite [...] ne se signala que par ses violences et ne rendit aucun service au pays »¹⁷. Lange prétend que les trois conducteurs ont été jugés par une cour martiale et exécutés, tandis que les vivandières, après avoir été « dépiquées » par Coutrot trois jours durant, auraient été remises en liberté « vers Conflans-sur-Seine, à soixante kilomètres de Vendières »¹⁸; le contenu des chariots avait quant à lui été saisi. Toujours est-il qu'un détachement wurtembergeois de soixante-deux hommes a été envoyé à Vendières pour y rechercher les responsables de l'embuscade et obtenir la libération des deux femmes¹⁹. Sept personnes ont été arrêtées, dont Leroy. Ce récit a été revu et complété par la suite. La version donnée dans l'appel à souscription de 1895 pour le monument de Laon est particulièrement dramatique : « Désigné faussement comme le chef d'une compagnie de francs-tireurs qui aidait au ravitail-

15 Voir le discours du maire de Vendières pour l'inauguration d'une plaque à la mémoire de Jules Leroy, le 30 septembre 1890, dont le dactylogramme est conservé dans le fonds de la Société historique de Saint-Quentin.

16 Voir, au sujet des ennuis judiciaires de cette compagnie après la guerre, Service historique de la Défense [désormais SHD], L y 15.

17 Rapport de l'instituteur de Vendières, Denisot, à l'inspecteur primaire de Château-Thierry, du 5 novembre 1871, SHD, L v 24. Voir José Germain, *Aventures des Francs-tireurs de la Champagne, 1870-1871. Souvenirs du capitaine Lange*, Paris, Société des publications littéraires illustrées, 1910, p. 125 sq.; L. Coutrot, *Souvenirs de la campagne 1870-1871*, Châlons-sur-Marne, Impr.-libr. de l'Union Républicaine, 1906, p. 69-73; pour la version d'Henri Martin, Conseil général..., 1871, *op. cit.*, p. 689.

18 J. Germain, *Aventures des Francs-tireurs de la Champagne...*, *op. cit.* Selon Lange, Leroy aurait écrit « le procès-verbal de la prise » et fait copier par ses élèves « le règlement de la Compagnie des Francs-Tireurs de la Champagne ». D'après la même source, « le commandant de la colonne prussienne s'adressant aux conseillers municipaux présents, leur demanda de fournir la somme de trois à cinq mille francs comme rançon des prisonniers et des chevaux saisis. Personne ne bougea. Ainsi, les francs-tireurs ne furent nullement la cause, même indirecte, de la fin tragique de ces pauvres diables; la municipalité seule en chargea sa conscience ». Coutrot ne mentionne aucune participation directe ou indirecte de Leroy.

19 Marc Blancpain, *La vie quotidienne dans la France du Nord sous les occupations (1814-1944)*, Paris, Hachette, 1983, p. 151.

lement de Paris, il fut arraché de sa classe »²⁰. Les archives départementales de l'Aisne conservent le récit manuscrit d'un des habitants arrêtés, non daté, mais écrit plusieurs années après les faits, puisqu'il rapporte en ces termes une conversation entre l'auteur et Leroy : « Je serai fusillé, ma famille va rester sans ressources. Si lorsque mon fils aura l'âge, vous avez quelque crédit, tachez [sic] de le faire entrer à l'école normale comme boursier. Recommandation inutile, la fatalité semble s'être abattue sur cette famille infortunée ! Le pauvre petit est mort à l'âge de 7 ou 8 ans ! »²¹. Il s'agit là d'une source précieuse mais assez confuse, où sont mentionnées les injures du commandant d'étape à Leroy. Celui-ci clame son innocence et prétend être resté à s'occuper de ses élèves et de sa femme, mal remise de ses couches.

Conduits à Châlons-sur-Marne, Leroy et trois autres habitants de Vendières, Nicolas, Lecourtois et Chron, y sont traduits devant une cour martiale et condamnés à mort. L'exécution a lieu le 22 janvier. L'évêque serait intervenu pour tenter de les sauver, sans plus de succès que l'abbé Mulet à Pommiers²². Plusieurs récits attribuent à Leroy ces paroles à l'adresse des badauds, le long du trajet de la prison au lieu de l'exécution : « Venez, habitants de Châlons, venez voir fusiller un innocent »²³. Elles font penser à celles que la tradition attribue à Louis XVI le 21 janvier 1793, « Français, je meurs innocent »²⁴, ou,

20 « Comité constitué en vue d'élever à Laon un monument à la mémoire des trois instituteurs de l'Aisne Debordeaux, Poulette, Leroy fusillés par les Prussiens en 1870-1871 », s. d. [1895], AD Aisne, J 2527.

21 « Souvenir de la guerre 1870-71. Souvenir [sic] d'un captif de la commune de Vendières (Aisne) (Racontée [sic] par lui même) », AD Aisne, J 2161.

22 *Semaine religieuse du diocèse de Châlons*, 24 janvier 1891, p. 260.

23 Cette phrase est rapportée dans un article publié près d'un an après les faits, « Les Martyrs du devoir », *Journal des instituteurs et des bibliothèques scolaires*, 3 décembre 1871, p. 797. Elle est citée aussi dans *Les trois instituteurs de l'Aisne fusillés pendant la guerre de 1870-1871*, documents recueillis par Jean Zeller, précédés d'une lettre d'Anatole de La Force, ancien préfet de la Défense nationale dans le département de l'Aisne, Paris, Librairie A. Ract, A. Jeandé, 1886, p. 53. Inspecteur d'académie à Laon de 1882 à 1889, J. Zeller avait été auparavant professeur d'histoire aux lycées de Besançon (en 1871-1872), puis de Nancy, ville où il a remplacé Alfred Rambaud le 1^{er} octobre 1879 comme professeur suppléant à la faculté des lettres. Il finit sa carrière comme recteur, à Chambéry d'abord, puis à Grenoble et enfin à Clermont. Voir Jean-François Condette, *Les recteurs d'académie en France de 1808 à 1940*, t. II, *Dictionnaire biographique*, Lyon, INRP, 2006, p. 365.

24 Ces paroles sont mentionnées, avec des variantes (« Français » est parfois remplacé par « Citoyens » ou par « Peuple »), dans les histoires de la Révolution de Thiers (éd. Furne, Jouvet, 1856, t. I, p. 436), de Buchez et Roux (*Histoire parlementaire de la Révolution française ou journal des assemblées nationales depuis 1789 jusqu'en 1815*, Paulin, 1834, t. III, p. 458), de L. Blanc (éd. de la Librairie du Progrès, 1893, t. II, p. 129), de Jaurès (*Histoire socialiste de la Révolution française*, éd. revue et annotée par A. Soboul, t. V, Éditions sociales, 1972, p. 165) ou de Pariset (*Histoire de France contemporaine* d'Ernest Lavisse, t. II, Hachette, 1920, p. 23). On ne les trouve en revanche ni chez Michelet ni chez Guinet.

dans la tradition républicaine, à celles que l'on a prêtées au député Baudin sur la barricade du faubourg Saint-Antoine le 3 décembre 1851²⁵, plutôt qu'aux *ultima verba* de héros militaires. Une lettre adressée le 6 mars 1871 au maire de Vendières par le receveur de l'enregistrement en poste à Courtisols (Marne), qui se présente comme « un compatriote de votre pauvre instituteur Leroy », précise que son corps a été « enterré dans le champ de manœuvre » et qu'« on pourrait obtenir l'autorisation de l'exhumer et de le transporter à Remigny », son village natal, où le condamné, « à ses derniers instants, a manifesté le désir [que sa veuve] se rende le plus tôt possible, pour y vivre auprès de ses parents »²⁶. Il a finalement été enterré au cimetière Saint-Just de Laon.

Entre ces trois fusillés, plusieurs traits communs retiennent l'attention. En un temps où les instituteurs publics étaient, moyennant un engagement décennal, exemptés du service militaire – c'était une compensation à la précarité de leur condition matérielle en début de carrière –, tous les trois ont été traités par les Prussiens comme des combattants illégitimes. Dès le 22 août 1870, depuis son quartier général de Pont-à-Mousson, Moltke notifie aux commandants en chef des armées allemandes que « les francs-tireurs n'étant pas des soldats, tombent [...] sous le coup des lois de la guerre et sont passibles de mort »²⁷. À Pasly et à Vauxrezis, on constate que des gardes nationaux ont été assimilés à des francs-tireurs – entendons : des membres de la Garde nationale sédentaire, à ne pas confondre avec la Garde nationale mobile, nom de la réserve dont la création avait été prévue par la loi Niel de 1868, ni avec la Garde nationale mobilisée au cours de la guerre. La Garde nationale mobile comprenait tous les hommes valides qui échappaient au service dans l'armée active. Sa mise en activité a été décidée le 16 juillet 1870. Puis, le 10 août, ce fut l'appel de tous les célibataires et veufs âgés de 25 à 35 ans. La mesure fut étendue le 29 septembre par le gouvernement de la Défense nationale à tous les hommes sans charge de famille âgés de 21 à 40 ans et appartenant à la Garde nationale sédentaire, voués dès lors à constituer des unités de gardes nationaux

25 « Vous allez voir comment on meurt pour vingt-cinq francs », montant de l'indemnité parlementaire, en réponse à un ouvrier qui lui aurait lancé : « Est-ce que vous croyez que nous voulons nous faire tuer pour vous conserver vos vingt-cinq francs par jour ? ». Version donnée par Eugène Ténot, *Paris en décembre 1851. Étude historique sur le coup d'État*, Paris, Éd. du journal *Le Siècle*, 1876, p. 194.

26 Document conservé dans le fonds de la Société historique de Soissons.

27 *Correspondance militaire du maréchal de Moltke, Guerre de 1870-1871*, Paris, Henri Charles-Lavauzelle, 5 vol., 1899-1901, vol. I, n° 193, « Renseignements au sujet de la constitution des corps francs français », p. 307.

mobilisés, « sorte d'armée territoriale improvisée »²⁸. Un nouvel appel eut lieu le 2 novembre, concernant cette fois les hommes mariés. On peut imaginer l'état respectif de l'information des envahisseurs et des envahis devant ces mesures précipitées. Comme l'a souligné Stéphane Audoin-Rouzeau, il faut avoir à l'esprit que la peur suscitée par l'annonce de l'invasion « emportait parfois tout sur son passage, dans un processus contagieux qui gagnait toutes les autorités, surtout municipales. Le premier réflexe des maires était alors de désarmer à titre préventif leur Garde nationale sédentaire, afin d'éviter qu'elle ne fût tentée de faire usage de ses armes et aussi pour donner un gage de bonne volonté à l'envahisseur ». Or précisément dans l'Aisne, au témoignage du commandant français de l'artillerie à Soissons dès le 9 septembre, « les fusils préalablement distribués dans les communes du département revinrent en masse au chef-lieu »²⁹.

À en croire les récits de la fin des trois instituteurs, unanimes sur ce point – ce qui ne surprend pas, tant leur sont communs le souci d'accréditer l'atrocité et l'inspiration à la fois protestataire et doloriste –, un deuxième trait, qui découle du premier, est la brutalité des traitements qui leur ont été infligés. Barbares leurs bourreaux doivent rester dans les mémoires, et rien n'est oublié qui puisse les faire paraître tels. Selon le maire de Pasly, Debordeaux est non seulement « battu », mais « martyrisé » avant même qu'ait été connue la part qu'il a prise à l'action de Pommiers³⁰. Puis il est fusillé avec cruauté : les Prussiens tirent sur lui « non tous ensemble, mais l'un après l'autre »³¹. Julien Deschamps prétend même qu'il se releva deux fois avant d'être achevé par l'officier qui commandait le tir³². Suivant l'appel à souscription de 1895, Poulette aussi a été fusillé trois fois, puis enterré par des otages français qui ont dû piétiner la terre sur sa tombe³³. On songe aux stations du calvaire. Quant à Leroy, on l'a fait marcher « à coups de pieds et à coups de crosses ».

28 William Serman et Jean-Paul Bertaud, *Nouvelle histoire militaire de la France, 1789-1919*, Paris, Fayard, 1998, p. 459 (et auparavant p. 316-317 et p. 427). Voir aussi Jonathan Vouters, « "L'exemple" des mobilisés du Nord durant la guerre de 1870-1871 », *Revue du Nord*, vol. 88, n° 364, 2006, p. 137-151.

29 Stéphane Audoin-Rouzeau, 1870. *La France dans la guerre*, Paris, Armand Colin, 1989, p. 210-211.

30 Julien Deschamps, *Tablettes de l'invasion. Six exécutions prussiennes racontées par un maire de campagne du département de l'Aisne. 9, 10, 11 octobre 1870. Pasly. – Vauxrezis. – Vauxbuin*, Paris, Soissons, A. Sagnier, 1872, p. 11.

31 É. Richebourg et L. Collas, *Les grands dévouements*, op. cit., p. 342.

32 J. Deschamps, *Tablettes de l'invasion...*, op. cit., p. 14.

33 AD Aisne, J 2527.

L'inspecteur Zeller affirme que le commandant de place à Dormans lui a tiré la barbe et s'est exclamé : « "Voilà un instituteur de cette grande nation ! Voilà un instituteur de cette nation la plus civilisée de l'Europe !" Et, sans doute pour prouver la supériorité de la civilisation allemande, il cracha au visage du pauvre prisonnier qui avait pieds et poings liés »³⁴. Les auteurs de ces récits édifiants avaient tous en mémoire le thème – diffusé dès les lendemains de la bataille de Sadowa en 1866 – de la supériorité de l'instituteur prussien qui aurait préparé les succès militaires de son pays³⁵. Il leur importait d'autant plus d'accréditer la thèse de la haine des vainqueurs pour les enfants de France et leurs maîtres d'école.

Le troisième trait commun semble être l'efficacité dissuasive d'une justice qui s'exerce en violation manifeste du droit des gens. Les corps de Debordeaux et de Courcy ont été laissés sur le lieu de leur exécution et « leurs compatriotes n'osèrent les venir chercher que le lendemain pour leur donner la sépulture »³⁶. Un autre témoin, et non des moindres, Ernest Lavisse, natif, comme on sait, du Nouvion-en-Thiérache, est allé jusqu'à écrire que « tout Allemand devint un personnage sacré pour le vaincu »³⁷. Comme le suggère l'historienne anglaise Karine Varley, mettre l'accent sur les souffrances endurées par les civils comme par les soldats était pour les populations un moyen de démentir l'impression qu'elles n'avaient apporté à la défense nationale qu'un faible concours³⁸. Dans les trois cas, du reste, l'arbitraire des envahisseurs est en quelque sorte aggravé par des trahisons de compatriotes, eux-mêmes traduits après la guerre devant le 18^e conseil de guerre, condamnés et, pour l'un d'entre eux, le garde champêtre de Vauxrezis, Poittevin, exécuté le 23 décembre 1872 « au polygone de Vincennes »³⁹. La comparaison qui vient à l'esprit entre 1870-1871 et 1940-1944 ne se justifie pas seulement, on le sait, par la rapidité de la « débâcle »,

34 *Les trois instituteurs de l'Aisne...*, *op. cit.*, p. 48.

35 J.-F. Chanet, « L'idée d'éducation nationale dans la politique scolaire française de Victor Duruy à Agénor Bardoux », in Pier Luigi Ballini et Gilles Pécout (éd.), *Scuola e nazione in Italia e in Francia nell'Ottocento. Modelli, pratiche, eredità. Nuovi percorsi di ricerca comparata*, Venise, Istituto veneto di scienze, lettere ed arti, 2007, p. 50-53.

36 Conseil général..., 1871, *op. cit.*, p. 689.

37 Ernest Lavisse, « L'invasion dans le département de l'Aisne », *Revue des Deux Mondes*, septembre-octobre 1871, repris dans *Essais sur l'Allemagne impériale*, Paris, Hachette, 1900, p. 20. À la page précédente, l'historien avait écrit : « Le département de l'Aisne a eu ses victimes, dont nous ne dirons pas les noms obscurs ; il suffit qu'on se souvienne là où elles sont tombées ».

38 Karine Varley, *Under the Shadow of Defeat. The War of 1870-1871 in French Memory*, New York, Palgrave Macmillan, 2008, p. 168.

39 É. Collet, *Le siège de Soissons...*, *op. cit.*, p. 345-346.

mais aussi par les divisions entre Français, les tensions entre armée régulière et « francs-tireurs », puis le double besoin de châtier les complices des occupants et d'honorer ceux qui sont morts pour avoir tenté de leur résister. Pour la République fragile des années 1870, il était important de pouvoir, en honorant la mémoire de Debordeaux, Poulette et Leroy, illustrer par l'exemple le patriotisme des instituteurs primaires.

II – La consolation et le devoir

Dès le retour à la paix, les évocations des trois instituteurs et de leur sort visent à inspirer tour à tour l'admiration, l'indignation et la pitié. Cette tendance s'amplifie avec le temps. En 1899, contre toute vraisemblance, le *Journal de la Marne* présente Debordeaux comme « l'âme de la résistance dans le Soissonnais »⁴⁰. La fortune du lieu commun sur la fécondité patriotique de l'enseignement des instituteurs prussiens s'est, il est vrai, prolongée elle aussi bien au-delà de la défaite de 1871⁴¹. Or c'est d'abord à ce lieu commun qu'il importait de répondre⁴². Ainsi peut-on lire dans le texte de l'appel à souscription, lancé à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la guerre, ces lignes où s'affirme, dans la concurrence des vertus de part et d'autre du Rhin, la fidélité des maîtres formés dans les écoles de la République à leurs aînés disparus avant l'heure : « INSTITUTEURS de l'autre côté du Rhin, on célèbre le “maître d'école”, on vante son œuvre. Le “maître d'école” français lui a-t-il été inférieur? Nous en attestons, nous, nos HÉROS. Ceux-ci surent mettre les actes d'accord avec leurs paroles, consacrer, par un sublime exemple, l'excellence des préceptes qu'ils enseignaient »⁴³.

Les initiatives immédiates des municipalités et du conseil général

L'intention d'honorer la mémoire de ces « héros » n'avait d'ailleurs pas attendu un quart de siècle pour se manifester. C'est, nous l'avons dit, dès la séance du 12 novembre 1871 du conseil général qu'Henri Martin fait état de la lettre adressée par Julien Deschamps, le maire de Pasly, annonçant l'ouverture d'une

40 « Les trois instituteurs de l'Aisne », *Journal de la Marne*, 18 août 1899.

41 Voir Bernard Trouillet, « *Der Sieg des preußischen Schulmeisters* » und seine Folgen für Frankreich, 1870-1914, Cologne, Böhlau, 1991.

42 Claude Digeon, *La crise allemande de la pensée française (1870-1914)*, Paris, Presses universitaires de France, 1959, p. 365-368.

43 AD Aisne, J 2527.

souscription. L'historien demande à l'assemblée départementale de s'associer à cette initiative municipale et propose de voter la somme de trois cents francs. La commission estime toutefois avoir « quelque chose de plus à faire pour honorer la mémoire des victimes, perpétuer le souvenir des calamités qui ont frappé notre pays et protester contre des meurtres qui déshonorent la civilisation et l'humanité »⁴⁴. Sur sa proposition, l'assemblée vote un crédit de deux cents francs supplémentaires afin d'ériger dans la cour de l'école normale de Laon une « table de marbre » où seraient gravés les noms de Debordeaux, Poulette et Leroy, accompagnés de la triple mention de leur qualité d'instituteurs. Si le terme de « monument » peut paraître un peu ambitieux, le motif qui justifie de le financer ne l'est pas moins :

« Ce monument, destiné à rester perpétuellement sous les yeux des jeunes générations d'instituteurs qui se succéderont dans notre école départementale, leur apprendra à honorer le souvenir de leurs devanciers morts pour la Patrie, et à enseigner aux enfants de notre peuple l'horreur des actes barbares et iniques qui rendent plus affreux les maux inévitables de la guerre ».

Le conseil décide aussi de « recueillir des renseignements sur la situation des veuves et des enfants ». Par une sélection significative commence, pour les autres fusillés, le temps de l'oubli. Cette délibération inspire trois autres observations. L'école normale d'instituteurs de Laon existait depuis 1833. Elle appartenait à la première génération des établissements de ce type créés à la suite de la loi Guizot sur l'instruction primaire⁴⁵. Mais nulle part il n'est précisé que Debordeaux, Poulette et Leroy en aient été d'anciens élèves. On ne cherchait pas encore, il est vrai, à valoriser l'établissement autant qu'on le fera après la loi Paul Bert de 1879. En revanche, l'accent est mis clairement sur les horreurs de la guerre, d'autant plus choquantes en raison de la manière dont celle-ci a été conçue et conduite par les vainqueurs. Enfin, la délibération débouche sur la stigmatisation non pas seulement des « bourreaux » mais aussi des « dénonciateurs ». Toutefois, à la suite des appels à la prudence du président du conseil général Waddington, il est décidé de surseoir à l'impression du rapport d'Henri Martin « jusqu'à ce que des renseignements précis aient été fournis ».

44 Pour cette citation et les suivantes : Conseil général..., 1871, *op. cit.*, p. 687-691.

45 Voir par comparaison Gilbert Nicolas, *Instituteurs entre politique et religion. La première génération de normaliens en Bretagne au XIX^e siècle*, Rennes, Éd. Apogée, 1993.

Le dossier est abordé de nouveau à la session d'avril 1872. C'est au comte de Saint-Vallier, conseiller général du canton de Sissonne et, faut-il le rappeler, commissaire extraordinaire auprès du quartier général allemand du 10 janvier 1872 au 22 septembre 1873⁴⁶, qu'il revient de présenter, au nom de la commission de l'Instruction publique, un rapport sur le « monument en mémoire de trois instituteurs fusillés par l'ennemi ». Ceux-ci sont présentés comme « victimes de leur patriotisme ». Le procès des dénonciateurs en cours à Versailles incite à ajourner l'inauguration de la plaque de marbre de l'école normale⁴⁷. Elle a finalement lieu le 20 août. Le protocole habituel en ces premières années de la III^e République réunit dans la cour, aux côtés du président du conseil général, William Waddington, et du vice-président Henri Martin, le préfet, le maire de Laon, trois députés du département, le président du tribunal, le commandant du génie, l'archiprêtre et le vicaire général représentant l'évêque, ainsi que l'inspecteur d'académie. La brochure publiée pour l'occasion souligne la forte représentation des corps enseignants primaire et secondaire : outre le principal du collège de Soissons, le principal et les professeurs du collège de Laon, les inspecteurs primaires, les chefs d'institutions de Laon, de Saint-Quentin, de Soissons et de Vervins, « plus de trois cents instituteurs accourus de tous les points du département [...] ». Les élèves-maîtres étaient groupés devant la tribune où devaient monter les orateurs, près de la pierre commémorative »⁴⁸. Henri Martin résume ainsi le sens de la cérémonie : « La France de 1870, engourdie par vingt années d'un pouvoir arbitraire et corrupteur, [...] avait perdu les fortes disciplines qui seules soutiennent les nations [...]. Il faut que ces disciplines renaissent, et il n'est possible de les faire renaître que par le réveil d'une grande et dominante idée, l'idée de la Patrie. Aucune classe de la société n'y peut exercer une plus grande influence que la classe

46 Le comte de Saint-Vallier avait eu sous l'Empire une carrière diplomatique qui l'avait conduit à Stuttgart comme ministre plénipotentiaire en 1868. Élu sénateur de l'Aisne en 1876, il siège parmi les républicains conservateurs et vote contre la dissolution de la Chambre des députés après le 16 mai 1877. Il est ensuite ambassadeur de France à Berlin. Au cours du débat de 1882 sur la laïcité de l'instruction primaire, il demande que les ministres des cultes puissent donner l'enseignement religieux dans les locaux scolaires en dehors des heures de classe. Voir Adolphe Robert, Edgar Bourloton et Gaston Cougny (dir.), *Dictionnaire des parlementaires français...*, 1789-1889, Paris, Bourloton, 1891, t. V, p. 248.

47 Conseil général de l'Aisne, *Session ordinaire d'avril 1872*, Laon, Impr. Henry Le Vasseur, 1872, p. 86-88.

48 *Souvenir de la cérémonie du 20 août 1872 à la mémoire des Instituteurs Debordeaux, Poulette et Leroy*. Offert par le Conseil général à MM. les Maires et Instituteurs du département de l'Aisne, Laon, Impr. Henry Le Vasseur, 1872, 13 p., AD Aisne, 8^oBr. 280.

des instituteurs »⁴⁹. Et il revient au président Waddington de donner les mots de la fin, dans un ordre qui n'est certes pas indifférent : « Religion, Devoir, Honneur et Patrie ».

En ce qui concerne l'aide aux familles, on trouve dans le registre des délibérations du conseil municipal de Soissons, à la date du 31 octobre 1871, un « état de distribution de la somme de 10 000 fr., remise, au nom de la société anglaise, par M. Waddington, député, au maire de Soissons, à l'effet de secourir les habitants de la ville et de l'arrondissement de Soissons qui auraient été victimes de la guerre et auxquels, eu égard à leur position nécessiteuse, les secours donnés pourraient permettre de remplacer les animaux ou objets détruits ou enlevés »⁵⁰. On sait que William Waddington, fils d'un patron cotonnier anglais établi en France⁵¹, après avoir été ministre de l'Instruction publique en 1876-1877 dans les cabinets Dufaure et Jules Simon, fut chargé par Jules Grévy de former, le 4 février 1879, le gouvernement dans lequel Jules Ferry obtint pour la première fois le portefeuille de l'Instruction publique. William Waddington, Henri Martin, Ernest Lavisse : ces trois noms attestent la contribution du département de l'Aisne au patriotisme républicain en ces années fondatrices⁵². À Vauxrezis, les veuves Odot et Poulette reçoivent chacune cinq cents francs, ainsi que la veuve Courcy à Pasly, dont on dit qu'elle est « dans une situation misérable ». Sur le même registre, il est précisé que Debordeaux, célibataire, a laissé « des parents dans l'aisance ». Dès le 12 juillet 1871, l'inspecteur d'académie de l'Aisne avait écrit à la veuve Leroy une lettre révélatrice de la sollicitude que lui ont témoignée aussi bien les concitoyens de son mari que son administration de tutelle :

« Dès que les circonstances l'ont permis j'ai adressé à Monsieur le Préfet un rapport pour appuyer la demande présentée en votre faveur à Monsieur le chef du pouvoir exécutif par la municipalité et par les habitants de Vendières. J'ai demandé aussi à Monsieur le Ministre de l'Instruction publique de vous accorder le plus tôt possible un secours sur les fonds du Ministère. Aujourd'hui je viens de donner ordre à Monsieur le Secrétaire de la Société de Secours mutuels [sic]

49 *Ibid.*

50 « Conseil municipal. Séance du 31 octobre 1871. Société anglaise. Don de 10 000 fr. par l'intermédiaire de M. Waddington. », Archives municipales de Soissons, 4 H 7.

51 Geneviève Dufresne-Seurre, *Les Waddington, sept générations de cotonniers, 1792-1961*, thèse de doctorat, EHESS, 1990, 5 vol., 740 f.

52 Voir Dominique Margairaz, *Les artisans de la Nation. Les historiens français face au nationalisme de leur temps, de la guerre de 1870 jusqu'au tournant du siècle, 1870-1900* : Henri Martin, Fustel de Coulanges, Albert Sorel, Ernest Lavisse, mémoire de DEA, IEP de Paris, 2001, 245 f.

de vous adresser une somme de 200 francs. Vous la recevrez en même temps que cette lettre »⁵³.

Rappelons que les traitements minima en début de carrière avaient été portés le 27 juillet 1870 à sept cents francs pour les instituteurs et à cinq cents francs pour les institutrices, tandis que ceux des adjoints et des adjointes restaient fixés respectivement à quatre cents et à trois cent cinquante francs⁵⁴. Au cours de la session d'août 1873, Henri Martin revient encore sur le sort des familles pour regretter qu'on ne continue pas à les secourir. Le préfet « pense que les enfants de ces instituteurs doivent être assimilés aux orphelins de soldats morts sur le champ de bataille, et sont en droit de recevoir une pension ». Le conseiller Marsaux indique que les parents de Poulette « sont dans une grande gêne », que sa veuve s'est remariée « dans des conditions fâcheuses » et que « les deux enfants sont confiés aux soins des grands-parents qui ont eux-mêmes de la peine à vivre ». Il ajoute, sans plus de précision, que « l'un des enfants reçoit quinze francs par mois d'une œuvre fondée pour secourir les victimes de la guerre »⁵⁵. Quant à la veuve Leroy, elle a été dans l'intervalle « nommée titulaire d'un bureau de postes d'un produit de 600 francs »⁵⁶.

Le monument de Pasly

Si l'on met à part le modeste monument surmonté d'une croix en fonte élevé à Vauxbuin, à l'emplacement de l'exécution de Poulette, Létoffé et Dequirez, dès la fin de 1871⁵⁷, le premier monument véritable honore la mémoire de Jules Debordeaux et de Louis Courcy. Il a été érigé sur le plateau, que les gens du pays désignaient comme la « montagne », entre Pasly et Cuffies, grâce à la souscription lancée à l'initiative du maire de Pasly. La somme de 2 652,76 francs a été recueillie, pour une dépense établie par l'architecte municipal de Soissons à

53 Lettre manuscrite conservée dans le fonds de la Société historique de Soissons. On note l'emploi du titre officiel qui était alors celui de Thiers.

54 Félix Ponteil, *Histoire de l'enseignement en France. Les grandes étapes, 1789-1964*, Paris, Sirey, 1966, p. 257-258.

55 Conseil général de l'Aisne, *Session ordinaire d'août 1873*, Laon, Impr. Henry Le Vasseur, 1873, p. 553.

56 *Souvenir de la cérémonie du 20 août 1872...*, op. cit., p. 13.

57 Monument désigné dans le pays sous le nom de « monument des instituteurs », par une confusion qui confirme que le souvenir des instituteurs a occulté les sept autres victimes de la répression allemande. Arnaud Ziegelmeyer, « Quelques monuments commémoratifs de la guerre de 1870 dans l'Aisne », *Bulletin annuel de l'association Culture et histoire autour du Vignion*, n° 5, 2005, p. 16.

2 195 francs⁵⁸. Le ministre de l'Instruction publique, Jules Simon, a contribué pour 500 francs⁵⁹. Les instituteurs du département ont participé à la souscription, soit par des versements personnels, soit en récoltant des contributions dans leur commune, et aussi, pour 12,74 francs, les élèves de l'école normale de Laon. Suivant un usage bien établi⁶⁰, le monument a la forme d'un obélisque d'environ cinq mètres de la base au sommet. Entouré d'une grille en fer forgé, il est complété aux quatre angles par des bornes coniques surmontées d'obus offerts par le général de Ladmirault, gouverneur militaire de Paris, et reliés entre eux par une chaîne : la chaîne et la grille tendent à solenniser et à sanctuariser l'espace qu'elles délimitent. Le monument, qui porte une croix taillée en relief dans la pierre, a été béni le 21 juin 1872 par l'abbé Devent, curé de Cuffies⁶¹.

58 Lettre du maire de Pasly au rédacteur en chef de *L'Argus soissonnais*, s. d. [1872], Bibliothèque municipale de Soissons [désormais BM Soissons], Fonds Périn, 3161.

59 Henri Martin, dans sa lettre du 23 février 1873 à Jules Simon, jugeait essentiel pour l'esprit public qu'on puisse mettre ce « *memorandum* patriotique » sous ses auspices : « la somme importe peu : ne fût-elle que de 50 ou 100 francs, pour qu'on ait le droit d'associer dans l'inscription qui va être posée le ministre au conseil général ». Archives nationales [désormais AN], F/21/4354.

60 Souvent les monuments funéraires des années 1870, qu'ils aient été élevés sur les champs de bataille ou dans des cimetières, ont une forme de pyramide ou d'obélisque et sont entourés par une chaîne. Voir Karine Varley, *Under the Shadow of Defeat*, *op. cit.*, p. 105-106.

61 BM Soissons, Fonds Périn, 3161, *loc. cit.*

Illustration 1 – Le monument de Pasly. Collection privée. © Tous droits réservés.

Des héros de manuels

Ces premiers monuments n'ont fait que préparer l'entrée des trois instituteurs au panthéon scolaire des humbles. Plusieurs manuels ayant connu une large diffusion avant 1914 les mentionnent. Dans le livre du cours élémentaire de la collection d'*Histoire de France* de Guiot et Mane, une gravure

représente, sous le titre « Honneur aux braves! », la scène de l'exécution de Poulette, réinventée pour les besoins de la cause, puisque le héros fait face seul aux fusils braqués sur lui par les soldats prussiens, reconnaissables à leurs casques à pointe. À gauche de l'image ont été ajoutés deux femmes et trois jeunes hommes, pour faire croire aux enfants que l'instituteur est mort « en présence de sa femme qui pleure, de ses anciens élèves qui ne peuvent le sauver »⁶². Le récit est beaucoup plus développé dans *Tu seras soldat*⁶³, d'Émile Lavis, officier de carrière et frère de l'historien, manuel qui en était en 1903 à sa dix-huitième édition. Une section entière est consacrée aux trois instituteurs. Trois illustrations les représentent, dans un ordre qui ne suit pas la chronologie.

Fig. 18. — Les Allemands arrachent de sa classe l'instituteur Leroy, l'accablent de coups de pied et de coups de crosse et l'entraînent avec eux.

Illustration 2 – L'arrestation de l'instituteur Leroy (E. Lavis, *Tu seras soldat*, Paris, A. Colin, 1901).

Sur la figure 18 (illustration 2), Leroy est entouré de trois soldats qui le brutalisent; ses mains sont liées dans son dos et sa tête est inclinée sur sa gauche, en direction de son école et de sa femme agenouillée, les mains jointes,

62 Reproduction dans *P comme Patrie (en France entre 1850 et 1950)*, catalogue d'exposition du Musée national de l'éducation, Rouen, 1988, n° 92, p. 29. L'édition reproduite est la première, chez Delaplane, en 1904.

63 Disponible en ligne : <<http://archive.org/details/tuserassoldathis00laviuoft>>.

figure d'orante placée à droite de la scène que complète, à gauche, un portique rappelant le devoir d'entraînement à la gymnastique qui incombe aux futurs soldats.

Fig. 19. — L'instituteur Debordeaux, à la tête des braves gardes nationaux de Pasly et de Vauxrezis, défend son pays, les armes à la main.

Illustration 3 – L'instituteur Debordeaux (E. Lavis, *Tu seras soldat*, Paris, A. Colin, 1901).

Sur la figure 19 (illustration 3), la position de Debordeaux, au centre de l'image, le bras droit brandissant son fusil verticalement, le bras gauche tendu en direction de l'adversaire, rappelle celle de la figure casquée et ailée qui domine, sur l'Arc de triomphe de l'Étoile, le groupe du *Départ des volontaires de 1792* de Rude.

Fig. 20. — Poulette, Létouffé et Dequirez sont fusillés par les Allemands.

Illustration 4 – L'exécution de l'instituteur Poulette (E. Lavis, *Tu seras soldat*, Paris, A. Colin, 1901).

Enfin, la figure 20, représentant « Poulette, Létouffé et Dequirez fusillés par les Allemands », est composée sur le modèle des scènes d'exécution fixé par Goya dans son célèbre tableau des fusillades de la Moncloa, dans la nuit du 2 au 3 mai 1808 : les trois hommes sont adossés à un talus sur la gauche, le peloton d'exécution est situé à droite, les canons des fusils sont déjà tendus en direction des condamnés et, au centre, son sabre brandi en l'air, l'officier est sur le point de commander le feu⁶⁴. Or, la même gravure a été reprise, sous le titre « L'instituteur Poulette est fusillé avec deux de ses compatriotes », dans *L'année préparatoire d'Histoire de France* d'Ernest Lavis, manuel pour le cours élémentaire et le cours moyen première année, pour illustrer le récit de la guerre de 1870-1871 où il est écrit que Debordeaux, Poulette et Leroy « tombèrent en criant : “Vive la France!” »⁶⁵. La complémentarité voulue par Ernest Lavis entre sa collection d'histoire de France et les livres de lecture et d'instruction civique en a fait, on le sait, un « ensemble pratiquement sans rival

64 Émile Lavis, *Tu seras soldat*, Paris, Armand Colin, 1901, successivement p. 39, 43 et 45.

65 Ernest Lavis, *L'Année préparatoire d'Histoire de France*, cours élémentaire et cours moyen (1^{re} année), 87^e récit, Paris, Armand Colin, 1904. On notera que ce manuel est de la même année que son concurrent dans la collection de Guiot et Mane.

dans l'enseignement public »⁶⁶. Elle a sans aucun doute contribué à l'extension nationale du souvenir des trois instituteurs de l'Aisne, entretenu sur place par des monuments commémoratifs.

III – Les avatars d'un culte pédagogique et civique

La construction de monuments commémoratifs de la guerre de 1870-1871, Maurice Agulhon l'a souligné l'un des premiers, a été un phénomène de grande ampleur : « Le régime a pris en charge pleinement le souvenir des morts de 1870-1871. [...] Dans le lot des monuments commémoratifs laissés par la III^e République, ils tiennent peut-être plus de place que les souvenirs de la Révolution française elle-même »⁶⁷. Le régime, oui ; mais non pas l'État, qui a laissé se développer à cette fin l'émulation locale et l'initiative privée⁶⁸, particulièrement celle d'associations dont c'était l'un des buts premiers et dont le rôle précis, June Hargrove le note à juste titre⁶⁹, reste un sujet de recherche, qu'il s'agisse de la Ligue des patriotes, créée en 1882 avec à sa tête Henri Martin⁷⁰, du Souvenir français créé en 1887 par le professeur alsacien Xavier Niessen⁷¹ ou de sociétés d'anciens combattants⁷².

66 Pierre Nora, « Lavisserie, instituteur national », in Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire, I, La République*, Paris, Gallimard, 1984, p. 267.

67 Maurice Agulhon, « Imagerie civique et décor urbain » [1975], *Histoire vagabonde, I, Ethnologie et politique dans la France contemporaine*, Paris, Gallimard, 1988, p. 130.

68 Voir à ce sujet la thèse de Stéphane Tison, *Comment sortir de la guerre ? Deuil, mémoire et traumatisme (1870-1940)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, notamment p. 69 et, sur les monuments, la deuxième partie, p. 133-236.

69 June Hargrove, « Les monuments de la guerre de 1870-1871 et la représentation politique », in Maurice Agulhon, Annette Becker, Évelyne Cohen (éd.), *La République en représentations. Autour de l'œuvre de Maurice Agulhon*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2006, p. 176-177.

70 La Ligue n'est d'ailleurs pas autorisée mais simplement tolérée. Voir Bertrand Joly, *Déroulède. L'inventeur du nationalisme*, Paris, Perrin, 1998, p. 71.

71 Quoique ses membres aient été souvent tenus par les préfets pour des réactionnaires, l'association a été reconnue d'utilité publique en 1906. Comme le fait observer June Hargrove, « les tenants de la revanche avaient trouvé un stratagème brillant pour promouvoir leurs objectifs : les commémorations des soldats morts ne pouvaient être contestées en ceci même qu'elles étaient intimement liées au fondement patriotique de la République » (art. cité, p. 178).

72 Voir K. Varley, *Under the Shadow of Defeat, op. cit.*, p. 15. Le Nord a bénéficié d'une attention particulière : Bénédicte Grailles, *De la défaite à l'Union sacrée ou les chemins du consentement. Hommages publics et commémorations de 1870 à 1914 : l'exemple du Nord de la France*, thèse de doctorat, université de Lille-III, 2000 ; Timothée Lemaître, *Les vétérans de la guerre franco-prussienne dans le département du Nord : sociabilité, mémoire, représentation des anciens combattants de la guerre de 1870-1871 dans la société française de 1871 à 1901*, mémoire de master 1, université de Lille-III, 2009.

Au lendemain même de la guerre, en l'absence d'organisations nationales, l'initiative reste toute locale, comme l'atteste le relais pris par le conseil général de l'Aisne après l'initiative du maire de Pasly. D'autres initiatives ont été prises au même moment, qui désignent la fin de l'année 1872 comme le premier temps fort du souvenir officiel des trois instituteurs. Il a été décidé d'installer une plaque commémorative sur le mur de l'école de Sains-Richaumont, où Debordeaux avait exercé avant sa nomination à Pasly. Le député Edmond Turquet a obtenu qu'on fit coïncider, le 25 octobre, les opérations du conseil de révision avec un concours scolaire cantonal et l'inauguration de la plaque, portée depuis l'hôtel de ville jusqu'à l'école par d'anciens élèves de Debordeaux. La liste des orateurs n'est pas moins instructive, où voisinent Henri Martin et Henri Salleron, maire de Soissons, l'inspecteur d'académie et le préfet, et aussi l'abbé Tricoteux, curé-doyen de Sains, pour qui « la bénédiction de ce marbre qui doit rappeler aux jeunes générations le souvenir d'un grand sacrifice » est l'occasion de souligner que « la religion est par excellence la grande école du dévouement »⁷³. Le 13 octobre précédent, une cérémonie comparable avait eu lieu à Vendières pour la « consécration du monument funéraire élevé dans le cimetière à la mémoire de l'instituteur Leroy ». Le député, M. de Tillancourt, avait félicité « les instituteurs d'avoir pris l'initiative de la souscription pour l'érection d'un monument analogue à celui consacré auprès de Soissons aux victimes de Pasly » et les avait invités à persévérer dans la voie d'une « régénération » qui dépendrait « surtout des leçons et des exemples de vertus civiques données par les maîtres de la jeunesse »⁷⁴. La mobilisation d'instituteurs pour honorer ceux des leurs qui ont payé de leur vie leur dévouement à la patrie – même s'il reste aussi difficile d'apprécier la spontanéité de l'une que de l'autre – précède donc la victoire républicaine de 1879, tout comme l'insistance d'élus locaux dont plusieurs exerçaient, au même moment, des responsabilités nationales, sur l'exemplarité de ces morts.

Vingt ans et vingt-cinq ans après

Le deuxième temps fort commence en 1890, à l'occasion du vingtième anniversaire de la guerre. Mais entre 1872 et 1890, pas de solution de continuité : la transmission du souvenir a été assurée notamment par la littérature scolaire. C'est dans un livre de prix au titre et au sous-titre on ne peut plus clairs, *De*

73 Extraits de *L'Argus soissonnais*, octobre 1872, BM Soissons, Fonds Périn, 3428.

74 *Ibid.*

l'école au combat. Dévouement des instituteurs pendant la guerre de 1870-1871, que sont rapportées les paroles du colonel du 67^e régiment d'infanterie, de passage à Pasly le 7 février 1884, à l'adresse des soldats rassemblés autour du monument :

« Cet exemple vous montre que le courage et l'amour de la patrie ne se trouvent pas seulement sous l'uniforme, mais bien aussi sous la blouse de l'artisan ou l'habit de l'instituteur. Soldats du 67^e, travaillez sans cesse, pensez que chaque goutte de votre sang peut racheter un lambeau du territoire perdu ! »⁷⁵.

L'entretien des trois tombes n'a pas été assuré par la seule piété familiale⁷⁶. Le rôle de la presse locale doit être souligné. L'un des plus dévoués serviteurs de la cause a sans doute été René Fossé d'Arcosse : du haut de son *Argus soissonnais*, il représente bien un type social qu'on pourrait appeler le polygraphe de la mémoire, dont les progrès de l'alphabétisation et l'essor de la presse ont permis l'apparition⁷⁷. Le conseil général a aussi joué son rôle. C'est lui qui, en 1886, a fait envoyer dans chacune des écoles du département une affiche reproduisant les portraits des trois héros accompagnée d'un exemplaire du livre de Jean Zeller⁷⁸.

En 1890, le Comité des volontaires de 1870 prend l'initiative de faire élever au cimetière de Châlons un monument à la mémoire des fusillés de Vendières⁷⁹. Deux parents de Leroy assistent à l'inauguration, à la date anniversaire du 22 janvier 1891. La messe qui précède la cérémonie est dite en présence de l'évêque, du commandant en chef de la 6^e division militaire, de généraux et d'officiers supérieurs, de la municipalité et de l'inspecteur d'académie. Le préfet

75 Gaston Eyssartier, *De l'école au combat. Dévouement des instituteurs pendant la guerre de 1870-1871*, Limoges, Marc Barbou, 1898, p. 80-81.

76 Arnaud Ziegelmeyer, art. cité, p. 17.

77 Voir par exemple René Fossé d'Arcosse, « Quelques pages d'histoire locale », *L'Argus soissonnais*, 12 octobre 1883.

78 Florent Houde, « Trois instituteurs de l'Aisne en 1870 », *Graines d'histoire*, 1999, p. 5.

79 G. Texier, *Le Monument des fusillés (22 janvier 1871-22 janvier 1891). La souscription, l'exécution, documents, discours, poèmes de MM. Schmit et A. Guillemin*, Châlons-sur-Marne, impr. de l'Union républicaine, 1891. Habilement, le président de ce comité adresse à cette occasion une circulaire aux écoles de la ville de Châlons pour appeler leur personnel et leurs élèves à s'associer à cette « œuvre de patriotisme » (AN, F/21/4383).

est le seul à mentionner les instituteurs de l'Aisne, quand les autres orateurs ne parlent que des « quatre infortunés » de Vendières⁸⁰.

Au vingt-cinquième anniversaire plus encore qu'au vingtième, l'enjeu mémoriel retrouve une importance nationale. Plus d'une décennie après les lois Ferry, c'est l'occasion de réchauffer, s'il en était besoin, parmi les instituteurs, le sentiment du devoir patriotique. L'idée s'impose alors de constituer un comité en vue d'élever un monument à la mémoire des trois instituteurs de l'Aisne. Cinq présidents d'honneur sont désignés : le recteur de l'académie de Lille Charles Bayet⁸¹, le préfet de l'Aisne André Laurenceau, Jean Zeller, ancien inspecteur d'académie à Laon devenu recteur à Grenoble, François Malézieux, sénateur et président du conseil général⁸², et le maire de Laon, Georges Ermant⁸³. La présidence effective est donnée à Théophile Forfer, inspecteur d'académie, à qui elle pouvait sembler due à un autre titre : il avait été volontaire et médaillé militaire en 1870. Le comité ne comprend pas moins de douze vice-présidents : le directeur et la directrice des deux écoles normales, les inspecteurs primaires du département, Connesson et Proriot à Laon, Huleux à Saint-Quentin, Belval à Vervins, Ancey à Soissons, Salé à Château-Thierry – plus connu sous le nom de Populo, duquel il allait signer ses chroniques dans la *Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur*⁸⁴. Il faut y ajouter Trabuc, inspecteur primaire à Saint-Valery-en-Caux, Hurillon, directeur de l'école de La Fère, président de l'association amicale des instituteurs de l'Aisne, Blanc, inspecteur primaire

80 L'archiprêtre de Châlons évoque « quatre citoyens inoffensifs d'un département voisin, un instituteur et trois hommes des champs ». Toutes ces informations sont tirées du compte rendu, « Vingt ans après! Inauguration du Monument élevé au cimetière de Châlons aux Fusillés de 1871 », *Journal de la Marne*, 25 janvier 1891, et de la *Semaine religieuse du diocèse de Châlons*, 24 janvier 1891, p. 260-262.

81 Charles Bayet est nommé directeur de l'enseignement primaire au ministère de l'Instruction publique le 2 juillet 1896, en remplacement de Ferdinand Buisson, puis, le 26 septembre 1902, directeur de l'enseignement supérieur en remplacement de Louis Liard. Voir J.-F. Condet, *Les recteurs d'académie...*, op. cit., p. 62.

82 Membre de la gauche républicaine, il s'était prononcé pour la procédure de la Haute-Cour contre le général Boulanger. A. Robert, E. Bourloton et G. Cougny (dir.), *Dictionnaire des parlementaires français...*, op. cit., t. IV, p. 240.

83 Il sera député de 1897 à 1904, puis sénateur. Resté à Laon sous l'occupation allemande de la Première Guerre mondiale, il sera enlevé comme otage à la veille de l'évacuation de la ville en 1918 et délivré lors de la prise de Vervins le 8 novembre, ce qui lui vaudra une *standing ovation* à son retour au Sénat, le 21 novembre, puis l'accession à la présidence du conseil général. Voir Jean Jolly, *Dictionnaire des parlementaires français*, Paris, Presses universitaires de France, t. IV, 1966, p. 1625-1626.

84 « Émile Salé, ancien inspecteur primaire, dont le nom restera dans l'histoire de la pédagogie française parce qu'il a écrit, pendant vingt ans, les Causeries de Populo dans la *Revue de l'enseignement primaire*, est mort au début de l'été 1928 » (*L'Enseignement public* [nouveau titre de la *Revue pédagogique* depuis 1927], t. XCIV, janvier-juin 1929, p. 169).

honoraire à Château-Thierry, et Tricottet, inspecteur primaire honoraire à Saint-Quentin. Conformément au respect de la hiérarchie qui caractérise les formes pré-syndicales d'organisation corporative que sont les amicales – et il n'est certes pas indifférent que l'association des instituteurs de l'Aisne ait été, avec celle de la Gironde, la première à prendre ce nom d'amicale, à partir de 1892⁸⁵ –, les instituteurs eux-mêmes se regroupent dans le bureau, où ils occupent tous les postes-clés. Par une symétrie qui veut que les places au comité et au bureau soient des multiples de trois, il y a trois secrétaires – Lechantre, directeur d'école à Saint-Quentin, secrétaire général et véritable cheville ouvrière du projet, Forest et Hincellin, en poste respectivement à Achery et à Quessy – et trois trésoriers, Viéville, directeur de l'école primaire de Laon, trésorier général, Carlier, directeur de l'école annexe de l'école normale, et Gosse, instituteur à Sorbais.

L'appel « aux institutrices et instituteurs de France » en vue de la souscription est lancé à la fin d'une année qui « n'a été qu'une longue évocation de nos deuils ». Si l'esprit de revanche y est bien présent, il n'est guère agressif. L'unanimité proclamée est tournée vers le « pieux souvenir des malheurs passés » plutôt que vers l'offensive. La réparation espérée est renvoyée à un « avenir réparateur » dont rien ne permet de penser qu'il est proche. Mais ce dont témoigne avant tout cet appel, comme la composition du bureau, c'est de l'appropriation du symbole tricéphale par le corps enseignant lui-même, certes sous l'autorité bienveillante de sa hiérarchie. C'est ce qui explique, en raison même de l'ampleur du projet, que le conseil général, qui avait supervisé toutes les initiatives depuis 1872, se soit ému – le procès-verbal de sa séance du 16 avril 1896 en témoigne – d'être cette fois précédé dans l'intention commémorative. La présence de François Malézieux parmi les présidents d'honneur a sans doute facilité le ralliement de l'assemblée, qui vote « une subvention de 500 francs, indépendante de la souscription particulière de ses membres »⁸⁶. Un autre motif de tension est bien caractéristique de l'émulation des amours-propres locaux, jamais dépourvue, on le sait, d'arrière-plans politiques, s'agit-il seulement de politique de clocher : Soissons conteste à Laon le privilège d'accueillir le monument. L'on voit alors sans surprise jouer l'un des

85 Jacques Girault, *Instituteurs, professeurs : une culture syndicale dans la société française (fin XIX^e-XX^e siècle)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1996, p. 102.

86 *Inauguration du monument des trois instituteurs de l'Aisne, 20 août 1899*, Laon, Impr. du Journal de l'Aisne, 1900, p. 14.

principaux ressorts de la centralisation française, qui est le besoin d'arbitrer la dispute des rivalités locales. Faute de pouvoir rendre elle-même cet arbitrage, la commission de l'instruction publique du conseil général en appelle au gouvernement via le préfet, qui tranche logiquement en faveur du chef-lieu⁸⁷. Le maire Georges Ermant, qui est aussi l'architecte de la nouvelle école normale, construite sur l'avenue de la République, l'annonce à son conseil municipal dans sa séance du 20 novembre 1896 et obtient, le 27 avril 1897, l'accord finalement unanime du conseil général pour que le monument soit élevé dans la cour d'entrée de l'établissement⁸⁸.

Le concours pour le choix du projet de monument peut alors être ouvert. Un jury de quinze membres est constitué, dont neuf sont désignés par le comité (parmi lesquels Forfer, Ermant et Lechantre), trois par le ministre des Beaux-Arts (Bartholdi, Hector Lemaire, professeur à l'École nationale des Arts décoratifs, et Sauvageot, architecte de la ville de Laon) et trois sont élus par des « artistes concurrents » : Falguière, Mathurin Moreau et Frémiet, qui ne prit pas part aux délibérations. Le projet choisi le 11 juillet 1897, « avec quelques modifications », est celui proposé par le sculpteur Jean Carlus, ancien élève de l'École des beaux-arts de Toulouse puis de Falguière et de Mercié, et l'architecte Duray⁸⁹. Le groupe sculpté est présenté au Salon de 1899, où Émile Chauvelon, collaborateur socialiste de la *Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur*, a pu le voir. Les trois héros sont réunis contre toute vraisemblance, mais pour la force du symbole, dans l'ordre chronologique de leurs exécutions et vêtus comme ils l'étaient alors d'après les témoignages que Lechantre a communiqués à Carlus. Debordeaux a les bras croisés, Poulette les a allongés le long du corps, et dans les deux cas ils sont liés par une corde. Selon Émile Chauvelon, « chez l'un, ce qui domine, c'est l'indignation concentrée; chez l'autre, la colère vaincue, réduite à l'impuissance, mais obstinée, mais irréductible ». Leroy est représenté la main droite levée, le bras tendu,

87 Soissons a tout de même son monument aux morts de 1870, inauguré très peu de temps après, le 10 novembre 1901, par le ministre de l'Instruction publique Georges Leygues. Ce monument honore les victimes locales et les défenseurs de la place. Parmi les trois bas-reliefs reproduisant les principaux épisodes du siège, figure, au côté de la brèche et de l'incendie de l'hôpital général, l'affaire de Pommiers. Rapport du 9 août 1901 d'Armand Dayot, inspecteur des Beaux-Arts, AN, F/21/4775. Leroy, instituteur dans l'arrondissement de Château-Thierry, est logiquement absent. Mais les noms de Debordeaux et Poulette sont les seuls mentionnés, sur un des côtés du piédestal.

88 *Inauguration du monument...*, op. cit., p. 15.

89 *Ibid.*, p. 15-16. Pour le concours relatif au monument, voir AN, F/21/4354. Jean Carlus (1852-1930) sera ensuite l'auteur de la statue de Buffon au Jardin des plantes de Paris (1908) et du buste de Jules Vallès au Père Lachaise, inauguré le 9 février 1914.

la main gauche sur le cœur, la bouche ouverte, « pour attester, pour crier son innocence, pour protester contre une sentence imméritée »⁹⁰. À leurs pieds, le sculpteur a placé un quatrième personnage, chaussé de sabots, étendu, les jambes repliées contre un tronc de chêne – probablement Courcy, exécuté avec Debordeaux, quoique son nom ne soit pas mentionné dans les descriptions officielles du monument, pas plus que celui des six autres fusillés.

Illustration 5 – Le monument de Laon (1899). (Collection privée. © Tous droits réservés).

90 Émile Chauvelon, « Le Monument des trois instituteurs au Salon », *Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur*, 4 juin 1899, p. 293-295.

On trouve réunis là les trois grands thèmes qui, suivant la démonstration de June Hargrove, ont prévalu dans la conception des monuments commémoratifs de la guerre de 1870-1871 : « résignation, résistance et revanche »⁹¹. Le premier, toutefois, l'emporte nettement sur les deux autres : au dos du socle, Carlus prévoyait un bas-relief représentant Debordeaux à la tête de son groupe de francs-tireurs qui n'a pas été conservé pour le monument final. En contrebas, cinq enfants symbolisent « l'hommage de la jeunesse à ces trois braves gens, à ces trois héros ». Aucune arme n'est représentée : au lieu de reprendre le motif de l'enfant qui se saisit du fusil d'un père ou d'un aîné, dont June Hargrove a souligné la fréquence dans les monuments de la fin du siècle attestant le réveil de « l'idéologie de la revanche »⁹², les enfants de Laon « haussent vers les héros des branches de chêne ou des guirlandes de fleurs, symbole de leur admiration et de leur souvenir fidèle »⁹³. Comme pour mieux marquer la distance prise à l'égard de cette idéologie, Chauvelon cite l'article de présentation publié dans le journal *L'Éclair* du 28 septembre 1896 : « Le monument de Laon n'est pas un monument de haine, mais d'amour. Il n'est point dirigé contre les vainqueurs – qui furent des barbares cependant dans la vengeance –, il n'est que l'exaltation des vaincus, qui surent mettre leurs actes d'accord avec leurs paroles et consacrer par un sublime exemple l'excellence des préceptes qu'ils enseignaient ». Puis il ajoute une autre explication à l'attention des lecteurs de la *Revue de l'enseignement primaire* :

« La guerre de 1870, "la guerre", est purement et simplement une phase de [la] lutte [de Bismarck] contre les idées libérales et le socialisme. Et s'il fit à la France cette plaie cruelle, irréparable, l'annexion de l'Alsace-Lorraine, c'est pour perpétuer à jamais la haine et la crainte, et la nécessité en Allemagne du militarisme, qu'il regardait comme le plus ferme appui des agrariens. [...] C'est

91 June Hargrove, « Les monuments au tribut de la gloire », in Paul Viallaneix et Jean Ehrard (éd.), *La bataille. L'armée. La gloire. 1745-1871*, Clermont-Ferrand, Publications de la faculté des lettres et sciences humaines de l'université de Clermont-Ferrand II, 1985, 2 vol., t. II, p. 563. Voir aussi June Hargrove, Neil McWilliam (éd.), *Nationalism and French visual culture, 1870-1914*, Washington, National Gallery of Art, New Haven, Londres, Yale University Press, 2005 ; et S. Tison, *Comment sortir de la guerre?...*, op. cit., p. 135-154.

92 Id., « Les monuments de la guerre de 1870-1871... », art. cité, p. 175.

93 *Inauguration du monument...*, op. cit., p. 22.

contre la France de la Révolution que le hobereau poméranien Bismarck attisait les haines ignorantes et aveugles »⁹⁴.

Une inauguration en trompe-l'œil ?

L'inauguration a lieu le 20 août 1899, vingt-sept ans jour pour jour après celle du marbre financé par le conseil général, et trois mois avant le grand défilé dreyfusiste pour l'inauguration du *Triomphe de la République* de Jules Dalou place de la Nation à Paris, le 19 novembre. Il importe d'avoir à l'esprit la chronologie politique. Le gouvernement dit de « Défense républicaine », que dirige Waldeck-Rousseau, a été investi le 26 juin. Le 30, Alfred Dreyfus, ramené de l'île du Diable, est arrivé en France pour son second procès à Rennes, qui a commencé le 7 août. Le verdict est rendu le 9 septembre ; on le sait, Dreyfus est à nouveau déclaré coupable, mais avec circonstances atténuantes, ce qui lui vaut une condamnation à dix ans de déportation. Le président Loubet le gracie le 19 septembre ; le même jour disparaît l'un de ses premiers et plus courageux défenseurs, Auguste Scheurer-Kestner. Le 21, le général de Galliffet, ministre de la Guerre, publiera son célèbre ordre du jour : « L'incident est clos ! ».

Dans ce contexte, la présence à Laon de « plus de 1 600 instituteurs et institutrices, venus de tous les points du département et de la France »⁹⁵ ne pouvait passer inaperçue. Les organisateurs avaient fait le voyage à Paris pour inviter les ministres de la Guerre et de l'Instruction publique, mais ils se firent tous deux représenter, le premier par le général Garnier des Garets, commandant le II^e corps d'armée, le second, Georges Leygues, par Charles Bayet, directeur de l'enseignement primaire⁹⁶. C'est devant eux que l'inspecteur d'académie Forfer prononce le premier discours, où il rappelle que « dans ce département, personne n'a pu oublier les tristesses et les détresses de la guerre et de l'invasion, les cruautés et les iniquités de la victoire ». Sans avoir conscience de ce que peut avoir à nos yeux de paradoxal le voisinage des deux affirmations, il ajoute aussitôt : « D'année en année, un Conseil général au

94 É. Chauvelon, « Le Monument des trois instituteurs au Salon », *loc. cit.* De même, dans le *Carnet de morale* pour les maîtres d'A. Bancal, inspecteur primaire à Pau (2^e éd., Paris, Hachette, 1898, p. 43-44), on trouve l'énumération et le commentaire suivants : « Il faut être patriote, et les exemples de patriotisme abondent à toutes les pages de notre histoire : Vercingétorix, Jeanne d'Arc, Duguesclin, Bayard, d'Assas, Barra, Viala, Marceau, Hoche, les instituteurs de l'Aisne, M^{lle} Dodu, Gambetta... Mais il ne faut pas se laisser dominer par le chauvinisme. En montrer les dangers ».

95 *Inauguration du monument...*, *op. cit.*, p. 19.

96 *Journal de la Marne*, 19-20 et 22 août 1899.

patriotisme ardent ravivait les souvenirs »⁹⁷. Le sénateur Malézieux conclut le discours suivant en confiant le monument « à la garde et au respect de nos jeunes élèves-maîtres, pour qui il sera une sublime leçon de choses qu'ils n'oublieront jamais, et qui sera transmise, de générations en générations, aux enfants de nos écoles qui deviendront plus tard des citoyens dignes de la grande patrie française »⁹⁸.

Le porte-parole des instituteurs est le directeur de l'école primaire de Saint-Quentin, Francis Lechantre, secrétaire général du comité, qui a été de bout en bout l'âme du projet. Il rappelle qu'« une seule année a suffi pour remplir notre caisse » et ne manque pas de faire, parmi les souscripteurs, une place particulière aux « instituteurs de la France africaine et de la Martinique, tant indigènes qu'Européens » ainsi qu'aux « compatriotes de la Nouvelle-Calédonie »⁹⁹. Lorsque vient le moment de dégager le sens ultime de la commémoration, on ne peut qu'être frappé, une fois de plus, de la distance prise avec l'idéologie de la revanche, non sans des ambiguïtés ou même des contradictions qui sont celles mêmes du républicanisme de ce temps-là. Dans la phase de conception du projet, Lechantre avait relevé dans le récit d'un témoin oculaire du transfert de Leroy vers le lieu de son exécution cette remarque sur les réactions des spectateurs, qui portait son poids de nationalisme antidreyfusard : « les plus pacifiques, les plus timides eux-mêmes murmuraient tout bas le mot aujourd'hui bien démodé – il fait sourire ou exaspère nos intellectuels – le mot de “Revanche” »¹⁰⁰. Mais le message qu'il délivre aux instituteurs présents le 20 août 1899 est sensiblement différent : « Éducateurs nationaux, nous sommes des missionnaires de paix et de fraternité et nous ne demandons pas que le généreux sang de nos victimes retombe sur leurs bourreaux »¹⁰¹.

Si les monuments commémoratifs de la guerre de 1870-1871 se caractérisent par un « glissement de l'iconographie chrétienne vers des motifs profanes », s'ils veulent attester, comme celui de Laon, que « l'ultime sacrifice au

97 *Inauguration du monument...*, *op. cit.*, p. 25.

98 *Ibid.*, p. 28-29.

99 *Ibid.*, p. 34-35. La souscription a permis de réunir en un an la somme de 53 800 francs, ses frais s'élevèrent à 7 800 francs. Lettre de Forfer au préfet de l'Aisne, 26 septembre 1898, AN, F/21/4354.

100 Extrait d'un article d'Henri Galli, qui habitait Châlons-sur-Marne en 1871, dans le journal *Le Jour*, cité, sans indication de la date, par F. Lechantre. Document conservé dans le fonds de la Société historique de Soissons. Henri Galli, de son vrai nom Henri Gallichet (1854-1922), né à Châlons, compta parmi les fondateurs de la Ligue des patriotes.

101 *Inauguration du monument...*, *op. cit.*, p. 37.

devoir est le martyr patriotique »¹⁰², l'emploi du mot de « missionnaire » est un autre indice de ce qu'a de naturel encore, pour un directeur d'école laïque, la proximité sinon la complémentarité entre la religion de la patrie et la religion tout court. Du reste, si celle-ci – laïcité oblige – n'est plus représentée, comme en 1872, à la cérémonie du dimanche 20 août, elle a tout de même le dernier mot puisque, le lundi 21 dans la matinée, un service funèbre est célébré par le chanoine Ply, curé de Saint-Martin de Laon¹⁰³. Ainsi est-ce sur le texte de son homélie que se clôt la brochure éditée à la suite de l'inauguration. Or pour lui, il ne fait aucun doute que Debordeaux, Poulette et Leroy « avaient conservé la foi de leur baptême, ils ne sont point morts sans avoir regardé le ciel et sans avoir, du bord de la fosse qui les attendait, envoyé vers notre Père qui est aux Cieux une dernière prière inspirée par l'amour »¹⁰⁴. Ce qui apparaît en somme comme un passage obligé par le patriotisme chrétien ne manque pas d'étonner lorsqu'on songe aux suites immédiates de la politique de « défense républicaine » dirigée par Waldeck-Rousseau. Cet étonnement grandit devant la complémentarité assumée entre ces paroles et celles du poète Maurice Bouchor, présent en majesté à la cérémonie dominicale. Avant l'entrée en scène des orateurs, il a dirigé son chœur « Aux morts pour la patrie », exécuté par « plusieurs centaines d'instituteurs et d'institutrices de l'Aisne, les élèves-maîtres et les élèves-maîtresses des écoles normales, et les enfants des écoles primaires de Laon ». Puis, après les discours, il a déclamé un long poème d'hommage aux trois instituteurs écrit pour la circonstance, avant de diriger l'exécution d'un second chœur, « Les vaillants du temps jadis ». En prose ou en vers, tous les messages s'accordent à donner la primauté au sacrifice consenti, à la fois comme sens ultime du destin des trois héros et comme impératif catégorique de l'enseignement primaire républicain. L'idée de revanche prend la forme d'un

102 J. Hargrove, « Les monuments au tribut de la gloire », art. cité, p. 563. Dans sa thèse où il compare les départements de la Marne et de la Sarthe, Stéphane Tison rappelle toutefois que « la représentation d'une mort héroïque est [...] minoritaire, peu de monuments étant figuratifs » (*Comment sortir de la guerre?...*, op. cit., p. 152).

103 *Semaine religieuse du diocèse de Soissons et Laon*, 26 août 1899, p. 536-537.

104 *Inauguration du monument...*, op. cit., p. 62.

serment de fidélité au souvenir qui engage, le cas échéant, à se soumettre au « devoir du juste »¹⁰⁵.

Une autre complémentarité s'affiche à l'occasion de la cérémonie, et n'en rend que plus remarquable celle que nous venons de souligner. C'est celle du culte rendu par des centaines d'instituteurs à trois d'entre eux et de la volonté qu'ils manifestent, au cours d'une réunion tenue le dimanche après-midi à l'école normale, de s'organiser collectivement pour la défense de leurs intérêts. En effet, à l'initiative d'un groupe réuni autour d'Henri Murgier, directeur d'école à Versailles, la cérémonie d'inauguration permet de propager l'idée de tenir à Paris l'année suivante, pendant l'Exposition universelle, un congrès national d'instituteurs¹⁰⁶. Et l'on voit Lechantre s'engager au service de cette cause avec autant d'énergie qu'il l'a fait pour honorer la mémoire de Debordeaux, Poulette et Leroy. Émile Glay s'en est souvenu lorsqu'il a écrit son article « Syndicats d'instituteurs » pour le *Nouveau dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire* de Ferdinand Buisson en 1911 : « en 1899, sur l'initiative de MM. Deum¹⁰⁷ et Lechantre, après l'inauguration du monument élevé aux instituteurs de l'Aisne fusillés en 1870, le mouvement des *Amicales* fut lancé, et presque aussitôt la partie active, à tendances syndicales, se groupa dans des associations d'instituteurs adjoints fondées dans les grandes villes sous le nom de *Sections de l'Émancipation* »¹⁰⁸. Ainsi, en une rencontre assurément lourde d'ambiguïtés, ce point culminant dans la commémoration associant

105 Maurice Bouchor, poème en hommage aux trois instituteurs, in *Inauguration du monument...*, op. cit., p. 51. Voir le commentaire que l'auteur en a donné à l'adresse des instituteurs et des institutrices : « Rappelez-vous qu'en 1870 la nation n'était pas armée tout entière comme elle l'est aujourd'hui. Les instituteurs étaient exempts du service militaire, et ils pouvaient regarder comme un impérieux devoir de continuer à instruire les enfants, même parmi les horreurs de la guerre, lorsque cela était possible. Tous ne pensèrent pas ainsi; mais personne, à cet égard, n'a le droit de les juger. [...] La mort de ces trois hommes fut précédée par des brutalités révoltantes. Elles exciteront votre douloureuse indignation; mais elles doivent aussi vous rappeler que, la guerre étant toujours possible, il faut nous tenir prêts à la faire, et à la bien faire, pour ne plus en subir les désastreuses conséquences. Elles vous rappelleront, enfin, que la France reste mutilée. Vous ne devez pas accepter le fait accompli, vous maîtres et maîtresses des générations grandissantes. Ne cherchez pas à exciter une haine sauvage contre nos vainqueurs, car la haine est impie, et ce n'est pas elle qui mène à la victoire; mais, par votre enseignement, revendiquez le droit de la France; faites connaître, aimer, désirer à nos enfants les provinces perdues ». (M. Bouchor, *Vers la pensée et vers l'action, poèmes inédits ou revus*, Paris, Hachette, 1899, p. 108-109).

106 Voir Laurence Ruimy, *Recherches sur la Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur (1890-1914)*, mémoire de maîtrise, université de Paris-Nord, 1994, p. 39.

107 Voir, d'Achille Deum, le poème « À la mémoire des trois instituteurs martyrs de l'Aisne », *Journal des instituteurs*, 20 août 1899, p. 1028-1030.

108 Émile Glay, « Syndicats d'instituteurs », in Ferdinand Buisson (dir.), *Nouveau dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, Paris, Hachette, 1911. Nous citons l'édition numérisée : <<http://www.inrp.fr/edition-electronique/lodel/dictionnaire-ferdinand-buisson/document.php?id=3699>>.

les maîtres d'école à la préparation de la revanche se trouve avoir été aussi un point de départ dans l'histoire du syndicalisme enseignant. Cela n'a pas échappé à Charles Bayet, dont les paroles de remerciement, au moment de prendre congé, sonnent comme une mise en garde : « Encore un dernier mot. Puisque nous sommes une armée, l'armée qui combat pacifiquement pour le progrès, pour la vérité, pour le bien, il convient que nous ayons la première des qualités d'une armée : la discipline. Tenons-nous toujours fermement appuyés les uns aux autres et unissons-nous dans un triple vivat à la République, à l'Armée et à l'École – à l'École qui prépare des citoyens à la République et des soldats à l'Armée »¹⁰⁹. Cette manière de clore non seulement la cérémonie mais aussi l'affaire Dreyfus ne pouvait faire l'unanimité qu'en apparence.

Les inflexions du culte au XX^e siècle

L'histoire de la commémoration ne s'arrête pas là. Francis Lechantre est à l'origine d'une nouvelle cérémonie qui a eu lieu le 1^{er} juin 1914. Elle était en partie justifiée par le devoir de fidélité à la mémoire de Théophile Forfer, mort en fonction en 1906 et inhumé au cimetière Saint-Just de Laon dans une tombe voisine de celle de Leroy. Jean Carlus a été chargé de sculpter son buste, installé lui aussi dans la cour de l'école normale. Paul Lapie, directeur de l'enseignement primaire, est venu assister à l'inauguration, complétée par l'apposition de la médaille commémorative de 1870-1871 sur le monument des trois instituteurs¹¹⁰.

De retour dans le département de l'Aisne quelques mois plus tard, les soldats allemands s'en sont pris à des monuments qui entretenaient le souvenir d'exécutions de francs-tireurs de la guerre précédente. Dès 1914, ils ont démolì celui qui avait été érigé sur le plateau entre Pasly et Couffies¹¹¹. En 1917, les statues de Carlus ont été retirées de celui de Laon, y compris le buste de Théophile Forfer, pour être fondues, ainsi que les grilles de l'école normale. Aussi, dix ans après, l'inlassable Lechantre s'est-il préoccupé d'obtenir les moyens d'une restauration d'ensemble. À sa fonction de directeur d'école à

109 *Inauguration du monument...*, op. cit., p. 57. Sur les débats ultérieurs suscités par la crainte de voir les instituteurs gagnés par le pacifisme et l'antimilitarisme, voir Mona Ozouf, *L'École, l'Église et la République, 1871-1914* [1963], 2^e éd., Paris, Le Seuil, 1992, et J.-F. Chanut, « Pour la Patrie, par l'École ou par l'Épée?... », art. cité.

110 F. Houde, « Trois instituteurs de l'Aisne... », art. cité, p. 6.

111 Reconstitué après la guerre, il a été récemment restauré. Une photographie de son état après la destruction par les Allemands figure dans le fonds d'archives de la Société historique de Soissons.

Saint-Quentin s'était ajoutée celle de « président de l'amicale des instituteurs, des pupilles de la nation, des pères et mères des morts pour la France », mentionnée sur l'appel à souscription qui reprend la présentation de celui de 1895 et qu'il a signé. Il est à nouveau secrétaire général du comité. Un ajout par rapport à 1895 indique la continuité symbolique entre 1870-1871 et 1914-1918 : il s'agit, écrit Lechantre, de présenter « *le salut symbolique des poilus de la grande guerre aux victimes de l'Année Terrible* »¹¹². On prend aussi la mesure du différentiel des pertes d'une guerre à l'autre, d'autant plus grand que les instituteurs de 1870 étaient, comme on sait, exemptés de service militaire : est apposée sur le monument restauré une « plaque commémorative en l'honneur des 120 instituteurs de l'Aisne morts pour la France en 1914-1918 »¹¹³ (illustration 6). La liste des six présidents d'honneur ne compte qu'un seul survivant parmi ceux de 1895, le sénateur Ermant. Les autres sont Albert Châtelet, alors recteur de l'académie de Lille, Boucher, ancien inspecteur d'académie à Laon qui poursuivait sa carrière à Paris, Léon Nanquette, maire de Laon, et Fernand Marquigny, maire de Soissons, député radical durant la législature de 1924-1928, président de la fédération des œuvres postsecondaires et de la fédération des délégués cantonaux. Le président effectif est cette fois le préfet Georges Bègue, et il a pour vice-président l'inspecteur d'académie Ouradou, comme pour redoubler la tutelle de l'administration centrale. Dans la composition du comité, si directeur et directrice des écoles normales sont toujours mentionnés en premier (et suivis de Mademoiselle Dosser, directrice honoraire), on note la présence inédite du proviseur du lycée de Laon. Les trois secrétaires et les trois trésoriers restent des instituteurs. À la différence de celui de 1895, tout masculin, ce bureau compte deux femmes, directrices d'école à Soissons et à Château-Thierry. Le seul survivant de 1895 est Viéville, instituteur honoraire à Charmes. Le secrétaire Bailly, en poste à Pierrepont-en-Laonnois, est aussi désigné comme « président des anciens combattants ».

Jean Carlus a refait ses sculptures, non pas à l'identique, comme on l'a généralement écrit sur le moment et par la suite, mais en y apportant quelques retouches. Elles ont été à nouveau exposées au Salon, avec succès, en 1927

112 Appel du comité, archives de la Société historique de Soissons. Nous conservons les italiques et les majuscules du texte original.

113 Honneur est rendu aux « 120 instituteurs de l'Aisne et 80 élèves de l'école normale morts pour la France en 1914-1918 » : programme de la fête du 28 juillet 1929, archives de la Société historique de Soissons. « Cent dix-neuf instituteurs et une institutrice », précise le *Journal des instituteurs* le 6 juillet 1929.

et 1928. Le personnage allongé aux pieds des instituteurs tient à présent une pelle : l'intention semble être de faire le lien avec la plaque ajoutée à l'arrière du socle, représentant l'hommage des poilus aux trois instituteurs, où figure à côté de leur tombe un personnage barbu qui semble être un fossoyeur, la pelle à l'épaule à la place du fusil. Ainsi se trouve confirmé le caractère à la fois funéraire et pacifique de l'ensemble, d'où les armes restent absentes. Cette modification est conforme à l'esprit d'une éducation nationale qui se veut plus que jamais pacifique et terrienne¹¹⁴. L'attitude des enfants situés à droite du socle a également été modifiée, dans le même sens : au lieu d'avoir les bras le long du corps, la petite fille tient un bouquet de fleurs. Derrière elle, le petit garçon porte sa main droite à sa bouche et tient dans sa main gauche le livre de Jean Zeller envoyé en 1886 dans toutes les écoles du département : hommage significatif du sculpteur à l'intention du conseil général et à la mémoire scolaire. L'inauguration du nouveau monument, le dimanche 28 juillet 1929, le même jour que celle de la nouvelle école normale d'instituteurs de Laon, a été l'un des derniers honneurs publics que Carlus ait reçus puisqu'il devait mourir en juin 1930.

114 Voir Olivier Loubes, *L'école et la patrie. Histoire d'un désenchantement, 1914-1940*, Paris, Belin, 2001, p. 64-81.

Illustration 6 – Le monument de Laon (1929) (collection privée. © Tous droits réservés).

Trente ans après la précédente, cette cérémonie devait être présidée par Raymond Poincaré, président du Conseil –comme pour illustrer l’image cruelle que venait de donner de lui Jean Giraudoux¹¹⁵ –, accompagné du ministre de

115 « Tous les dimanches, au-dessous d’un de ces soldats en fonte plus malléable que lui-même, inaugurant son monument hebdomadaire aux morts, feignant de croire que les tués s’étaient simplement retirés à l’écart pour délibérer sur les sommes dues par l’Allemagne, il exerçait son chantage sur ce jury silencieux dont il invoquait le silence ». (Jean Giraudoux, *Bella*, Paris, Grasset, 1926, p. 34-35.) Giraudoux caricature Poincaré sous le nom de Rebendart.

l'Instruction publique Pierre Marraud et du président du Sénat Paul Doumer, qui cumulait cette fonction avec celle de président du conseil général de l'Aisne. Rendez-vous manqué : le gouvernement Poincaré a démissionné le 26 juillet. Le corps enseignant primaire ne semble pas avoir été représenté par une délégation aussi nombreuse qu'en 1899. Surtout, alors que le droit syndical avait été reconnu aux fonctionnaires cinq ans plus tôt par le gouvernement Herriot, l'heure n'était pas encore à une grande mobilisation collective.

Le monument entrait toutefois dans un nouveau cycle commémoratif, marqué, à la différence de celui de l'avant-guerre, par la régularité annuelle des cérémonies du 11 novembre. Ce cycle, interrompu par la Seconde Guerre mondiale, devait reprendre en 1945 : le monument avait cette fois échappé à la destruction et, après l'abrogation de la mesure du gouvernement de Vichy qui avait remplacé les écoles normales par des instituts régionaux de formation professionnelle, l'établissement retrouvait son statut antérieur, qui devait durer jusqu'à la création des IUFM en 1989.

On se souvient du trait de Voltaire à la fin de son *Essai sur les mœurs* : « La plupart des monuments, quand ils sont érigés longtemps après l'action, ne prouvent que des erreurs consacrées »¹¹⁶. Mais pour être probante en tant que contribution à une histoire sociale et culturelle du politique, l'étude des monuments commémoratifs exige-t-elle de l'historien qu'il rétablisse la vérité des faits ? Ou insaisissable, faute de sources permettant de l'établir, ou vaine, puisque ce n'est pas elle qui a suscité les variations d'interprétation et de mise en forme qu'il s'agit d'expliquer, cette « vérité » ne doit pas égarer le chercheur dans une quête chimérique. Contre cette tentation, ou simplement cette naïveté, les développements récents de l'intérêt des historiens français pour les images, en relation ou non avec la propagande en temps de guerre, ont confirmé la place des « erreurs consacrées » dans la fabrication des opinions et des souve-

116 Voltaire, *Essai sur les mœurs*, t. IV, *Œuvres complètes*, t. XVIII, Paris, E. A. Lequien, 1820, p. 413.

nirs¹¹⁷. C'est aussi dans cet esprit que les auteurs de la base Mnémosyne, à la fois catalogue et base images des collections conservées par le Musée national de l'éducation, ont sagement classé les manuels d'Ernest Lavisse sous deux mots-clés et non un seul : « histoire et mythologie ».

Reconstituer les sources, les éléments constitutifs d'une forme commémorative n'a donc de sens que pour expliquer son point d'aboutissement, l'effet qu'elle vise à produire et, plus encore, celui qu'elle a obtenu dans la sensibilité collective¹¹⁸. Le monument de Laon nous instruit sur l'histoire de la III^e République et de sa politique scolaire plutôt que sur celle de la guerre de 1870-1871, de même que des travaux récents ont montré l'intérêt de confronter les commémorations du premier conflit mondial en France et en Allemagne pour éclairer l'histoire des deux sociétés dans l'entre-deux-guerres¹¹⁹. L'hommage rendu à trois instituteurs victimes de la guerre illustre l'un des principaux effets de la défaite sur la nation française : la prise en charge par les républicains de la nécessité de donner à la France, pour le dire avec les mots d'Alphonse Dupront, « une unité, spirituelle ou religieuse, capable de tous les avatars selon les besoins les plus divers de ses fils »¹²⁰. L'étude des cérémonies de l'Aisne tend à montrer que cette unité a conservé longtemps, c'est-à-dire au-delà de la Séparation de 1905, un caractère religieux compatible avec la laïcité de l'État et de l'école publique. Rien ne le suggère mieux qu'une carte postale de 1907 réunissant, en une surimpression à la fois fantastique et éloquente, sur fond de ciel nocturne, la « statue des 3 instituteurs de l'Aisne

117 Voir notamment : Marc Ferro, *Cinéma et histoire* [1977], nouvelle éd. refondue, Paris, Gallimard, 1993; Christian Delporte, *Les crayons de la propagande. Dessinateurs et dessins politiques sous l'Occupation*, Paris, CNRS Éd., 1993; Laurent Gervereau, *Les images qui mentent. Histoire du visuel au XX^e siècle*, Paris, Le Seuil, 2000; Thérèse Blondet-Bisch, Robert Frank, Laurent Gervereau et al., *Voir, ne pas voir la guerre. Histoire des représentations photographiques de la guerre*, Paris, BDIC/Somogy, 2001; Bertrand Tillier, *La Commune de Paris, révolution sans images? Politique et représentations dans la France républicaine, 1871-1914*, Seyssel, Champ Vallon, 2004; Christian Delage, *La vérité par l'image, de Nuremberg au procès Milosevic*, Paris, Denoël, 2006; Joëlle Beurier, *Images, violence et masculinités. Les presses illustrées française et allemande en Grande Guerre*, thèse de doctorat, Institut universitaire de Florence, 2007; Vincent Marie et Nicole Lucas (dir.), *Médias et mémoires à l'école de la République : construction, instrumentalisation, pouvoirs*, Paris, Péronne, Éd. le Manuscrit/Historial de la Grande Guerre, 2010; et en dernier lieu Laurent Vêray, *Les images d'archives face à l'histoire. De la conservation à la création*, Futuroscope, SCÉRÉN/CNDP-CRDP, 2011.

118 Voir les brèves remarques de Raoul Girardet dans sa préface à François Robichon, *L'armée française vue par les peintres, 1870-1914*, Paris, Herscher/ministère de la Défense, 1998, p. 4-5.

119 Voir notamment Élise Julien, *Paris, Berlin : la mémoire de la guerre, 1914-1933*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, et S. Tison, *Comment sortir de la guerre?...*, op. cit.

120 Alphonse Dupront, « Du sentiment national », in Michel François (dir.), *La France et les Français*, Paris, Gallimard, 1972, p. 1466.

érigée à Laon, École Normale » et une vue des « grottes de Pasly où ils furent fusillés en 1870 » (*sic*). La carte va donc plus loin dans l'invraisemblance que le monument, mais la transposition profane d'un procédé iconographique employé pour la grotte de Lourdes en dit long sur la part de sensibilité religieuse qui se réinvestit alors dans la piété patriotique.

Illustration 7 – Carte postale des grottes de Pasly (collection privée. © Tous droits réservés).

Certes, le contexte politique national dans lequel ont eu lieu les cérémonies commémoratives de 1899 empêchait qu'elles fussent tout à fait consensuelles. La *Semaine religieuse* ne manquait pas de relever qu'à la messe ajoutée subrepticement au programme officiel des festivités, les places réservées aux instituteurs et aux institutrices « ne se trouvèrent point toutes remplies. Peut-être avait-on trop bien préjugé de leur empressement »¹²¹. Sans doute ont-ils été plus nombreux à assister, le dimanche soir, à l'« embrasement des tours de la cathédrale »¹²². Le déroulement des fêtes de Laon confirme en tout cas la

121 *Semaine religieuse du diocèse de Soissons et Laon*, 26 août 1899, p. 536. L'auteur anonyme de ce compte rendu avait auparavant indiqué que « le programme tracé par les organisateurs de la fête semblait exclure toute manifestation religieuse, au grand regret du clergé laonnois et de la meilleure partie de la population ».

122 Voir le « programme des fêtes publié spécialement à l'intention des membres de l'enseignement » par Francis Lechantre dans le *Journal des instituteurs* du 20 août 1899, p. 1027.

conclusion que Pierre Birnbaum tirait de son « tour de la France en 1898 » : « La guerre des deux France ne s'inscrit finalement pas dans la réalité »¹²³, là moins encore qu'en Lorraine ou dans le Nord¹²⁴. À cet égard aussi, le triple symbole dont il était question ici est un bon révélateur de ce que l'Aisne d'Ernest Lavisse et d'Henri Martin a apporté au républicanisme français au cours de ce premier entre-deux-guerres.

Si importante qu'elle soit dans la naissance et l'évolution du mythe éducatif des « trois instituteurs de l'Aisne », l'autoconstruction de la petite patrie au service de la grande ne suffit pourtant pas à en expliquer la pérennité. Conformément à l'évolution générale du patriotisme sous la III^e République et de sa place dans les écoles¹²⁵, la solidité de l'enracinement local du mythe a certes contribué à sa revitalisation dans les années 1920. Mais celle-ci n'aurait pas été possible sans la présence, au cœur de l'Éducation nationale, de deux autres éléments dont Mona Siegel a justement souligné la complémentarité, le devoir de piété pour les morts à la guerre et le caractère universaliste de l'amour de la France¹²⁶. Par-dessus tout, on reste frappé de l'avantage qu'a été pour la construction du mythe la singularité plutôt que l'exemplarité véritable du sort de Debordeaux, Poulette et Leroy. Dans les années 1870, la mission de l'école s'inscrivait dans un climat doloriste où l'espérance ne se dissociait guère, le plus souvent, des devoirs qui l'accompagnaient dans la foi religieuse. Victimes de la cruauté des occupants plutôt que soldats morts au combat contre eux, les trois instituteurs étaient des martyrs plus encore que des héros. En 1899, ils avaient indéniablement pour eux d'avoir résisté en dehors de l'armée – en intention plutôt qu'en acte, peu importait : pour avoir seulement voulu s'opposer aux envahisseurs, au nom d'un idéal et non pas en vertu de la discipline militaire, ils méritaient d'autant moins un sort qui, par là, les rendait d'autant plus exemplaires. Après 1918, le recouvrement des provinces perdues a justifié de maintenir, au sein de la nouvelle sacralité

123 Pierre Birnbaum, *Le moment antisémite. Un tour de la France en 1898*, Paris, Fayard, 1998, p. 369.

124 Voir Danielle Delmaire, *Antisémitisme et catholiques dans le Nord pendant l'affaire Dreyfus*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires de Lille, 1991.

125 Voir J.-F. Chanet, *L'école républicaine et les petites patries*, Paris, Aubier, 1996; Anne-Marie Thiesse, *Ils apprenaient la France. L'exaltation des régions dans le discours patriotique*, Paris, Éd. de la Maison des sciences de l'homme, 1997; Olivier Loubes, « L'école et les deux corps de la nation en France (1900-1940) », *Histoire de l'éducation*, n° 126, avril-juin 2010, p. 55-75.

126 Mona L. Siegel, *The Moral Disarmament of France: Education, Pacifism, and Patriotism, 1914-1940*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, particulièrement chap. 2 et 5, p. 51-91 et p. 160-190.

attachée au deuil de masse, une place pour les morts de la guerre précédente, surtout lorsque, comme Debordeaux, Poulette et Leroy, ils avaient fait montre d'un patriotisme purement défensif.

On peut toutefois présumer que le rayonnement national du mythe n'est plus dans l'entre-deux-guerres ce qu'il était au tournant du siècle. La représentation du corps enseignant primaire n'a pas, à l'inauguration de 1929, l'ampleur qui était la sienne trente ans auparavant. Les trois instituteurs de l'Aisne appartiennent à la culture de générations déjà disparues ou vieillissantes. Dès lors commence un inexorable repli qui ne conduit pourtant pas à l'effacement complet. Le monument de Laon reste disponible pour des actualisations symboliques inattendues : lors d'une grève de 2010, les statues de Debordeaux, Poulette et Leroy ont été « bâillonnées », pour suggérer le silence que le gouvernement voulait imposer au corps enseignant et aux étudiants¹²⁷. Le processus de transformation du mythe en « lieu de mémoire » a été encouragé par les collectivités locales, pour qui les traces laissées par les guerres successives dans le département, comme dans tous ceux du Nord-Est de la France, constituent un patrimoine et un marché. Les messages commémoratifs se sont transformés comme les usages sociaux. Mais ils sortent de notre propos, dans la mesure où ils ne relèvent plus que par exception de l'éducation nationale, du moins sous sa forme institutionnelle et scolaire.

Jean-François CHANET

Institut d'études politiques de Paris, Centre d'histoire de Sciences Po
jeanfrancois.chanet@sciences-po.fr

Guillaume PARISOT

Université Lille 3, UMR 8529 IRHiS
guillaume-parisot@wanadoo.fr

¹²⁷ Voir les photographies consultées le 10 août 2012 à partir du lien suivant : <http://www.flickr.com/photos/erickfrejean/with/4815490079/#photo_4815490079>.